

# DES CONTRÔLES ET DES SAISIES L'étau se resserre sur les commerçants des produits «cabas»

Lire l'article de M. Aziza page 3



VÉHICULES DE MOINS DE 7 PLACES  
ET VÉHICULES IMPORTÉS DE MOINS DE 3 ANS  
**Mesures spéciales dans  
les ports d'Alger et d'Oran**  
P. 4

MÉDIAS

**Meziane appelle à faire  
preuve de professionnalisme**  
P. 3



GHAZA

**Augmentation du nombre  
de patients brûlés**

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

**Notre supplément  
AUTOUR  
DU MONDE**  
Avec la  
collaboration de  
PROJECT  
SYNDICATE  
P. 9 & 10  
AN ASSOCIATION  
OF NEWSPAPERS  
AROUND THE WORLD

Les pays en  
développement  
peuvent être à la pointe  
de l'innovation médicale  
PAR MUHAMMAD  
RADZI  
ABU HASSAN  
Directeur général de la santé  
de Malaisie

L'action climatique  
exige un allègement de la dette  
PAR VERA  
SONGWÉ<sup>1</sup>  
ET MORITZ  
KRAEMER<sup>2</sup>  
1- Ancienne sous-secrétaire générale  
des Nations Unies  
2- Ancien responsable mondial  
des notations chez S&P Global

L'Amérique est en train  
de devenir le plus grand  
paradis fiscal au monde  
PAR JOSEPH  
E. STIGLITZ  
Ancien économiste en chef  
de la Banque mondiale

Une société sans charité  
est vouée à l'échec  
PAR TIMOTHY  
RADCLIFFE  
Premier Anglais à être élu maître  
de l'Ordre dominicain mondial  
en 800 ans d'histoire

COMMERCE

## Les prix des cigarettes augmentent

Lire l'article de A. Z. page 4





Ghaza  
**Augmentation  
du nombre  
de patients brûlés**

**Samedi, 568<sup>e</sup> jour de  
l'agression sioniste  
et 56<sup>e</sup> jour de blocus  
humanitaire total,  
l'armée sioniste  
poursuit ses  
massacres contre  
la population civile  
de Ghaza.**

Mohamed Mehdi

Le nouveau bilan statistique quotidien du ministère de la Santé de l'enclave, publié hier, indique que le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 51.495 martyrs et 117.524 blessés, dont 56 martyrs et 108 blessés enregistrés lors des précédentes 48 heures (jeudi et vendredi). Depuis la reprise des bombardements, le 18 mars dernier, le nombre de victimes a atteint 2.111 martyrs et 5.483 blessés, ajoute la même source.

Les bombardements de samedi étaient très intenses sur plusieurs régions de Ghaza, y compris son littoral ciblé par des navires de guerre. Le bilan des victimes, avant 10h était déjà de 16 martyrs, dont 13 dans la ville de Ghaza, ainsi que plusieurs dizaines de blessés, ont indiqué des sources médicales à Al Jazeera. Les attaques ont commencé avant l'aube lorsque l'aviation israélienne a bombardé une tente de personnes déplacées dans la région d'Al-Mawasi, à l'ouest de Khan Younes (sud de l'enclave), faisant plusieurs blessés. Plus tard dans la journée, la région d'Al Mawasi a été, à nouveau, la cible d'une frappe d'un drone faisant au moins 3 martyrs et des blessés, a rapporté un correspondant d'Al Jazeera.

Dans le centre de Ghaza, le correspondant d'Al Jazeera a rapporté que six Palestiniens ont été blessés lorsque la marine israélienne a bombardé un bateau de pêche au large de la ville d'Az-Zawayda.

Dans le nord, la région de Deir al-Balah a été ciblée à deux reprises. D'abord par un bombardement de drone israélien contre une maison, faisant un martyr et des blessés. Ensuite par un bombardement de l'aviation qui a fait 4 martyrs et plusieurs blessés. Sur le terrain des combats, les Brigades Al-Qassam ont diffusé, hier, une vidéo montrant l'opération de ciblage, jeudi dernier, d'un officier sioniste et de trois autres soldats, à l'est de Beit Hanoun, au nord de Ghaza, par des tireurs d'élite de la résistance. Hier également, les Brigades Al-Qassam ont annoncé que leurs combattants ont mené une opération contre les membres

d'un commando des forces spéciales de l'armée sioniste, qui étaient barricadés dans une maison, par plusieurs roquettes de type RPG et Al-Yassine-105 de fabrication locale.

**MÉDECINS SANS  
FRONTIÈRES : AUCUNE  
CHANCE DE GUÉRISON  
POUR LES BRÛLÉS  
DE GHAZA**

« Depuis la reprise des hostilités par les forces israéliennes, le 18 mars, les équipes MSF ont constaté une augmentation du nombre de patients brûlés, principalement des enfants. En avril, dans notre clinique de la ville de Ghaza, les équipes MSF ont accueilli en moyenne plus de 100 patients brûlés et blessés par jour », a indiqué 'Médecins sans frontières' (MSF) dans un communiqué rendu public vendredi.

MSF rapporte que depuis mai 2024, ses équipes MSF travaillant à l'hôpital Nasser « ont pratiqué plus de 1000 interventions chirurgicales sur des patients brûlés, dont 70 % étaient des enfants, la plupart âgés de moins de cinq ans ». « Nombre de ces enfants ont été brûlés par des explosions de bombes, d'autres par l'eau bouillante ou le combustible utilisé pour cuisiner ou se chauffer dans des abris de fortune », précise le document.

Le communiqué explique que « les brûlures graves nécessitent des soins complexes et de longue durée, comprenant de multiples interventions chirurgicales, des changements quotidiens de pansements, de la physiothérapie, une gestion de la douleur, un soutien psychologique et un environnement stérile pour prévenir les infections ».

« Cependant, après 50 jours sans approvisionnements, à Ghaza, en raison du blocus, les équipes MSF manquent d'analgésiques, même les plus basiques, laissant les patients sans soulagement adéquat ». Autre problème soulevé par l'organisation, « depuis le début de la guerre : seuls quelques chirurgiens à Ghaza sont capables de prendre en charge des interventions complexes de chirurgie plastique pour les brûlures ». L'un d'eux, Dr Ahmad Abu Warda, responsable des activités médicales MSF à l'hôpital Nasser, raconte comment « les enfants hurlent lorsque nous sommes obligés de retirer les tissus brûlés de leur peau ». « En l'absence de fournitures médicales suffisantes et avec un nombre trop important de patients nécessitant des soins pour des brûlures, nous ne sommes pas en mesure de prodiguer des soins adéquats. Nous ne faisons que retarder des infections inévitables », ajoute le communiqué de MSF.



**ANALYSE**

Mustapha AGGOUN

**D**ans un lycée en France un élève a attaqué ses camarades, armé d'un couteau, sans préavis, sans mot d'explication.

Dans l'heure qui a suivi, les chaînes d'info ont mis leurs batteries en branle. On guettait fébrilement le nom, la photo, le profil. Et puis... rien. Pas d'Abd ni de Youcef. Aucun Mohamed ou Slimane à incriminer. Pas même un prénom à consonance « étrangère » pour nourrir les plateaux, pour déclencher la mécanique bien huilée du soupçon racialisé.

Le garçon, mineur, est de culture chrétienne, de nationalité française depuis plusieurs générations, issu d'une famille blanche, installée, ancrée dans un territoire périurbain. Mais surtout et cela, soudainement, rendait les bouches muettes le garçon est sympathisant d'extrême droite. Il n'écoute pas de rap mais de la musique martiale. Il ne regarde pas Netflix, mais des forums où se fantasment la pureté raciale, la haine de l'Autre, et le mépris de la République jugée trop faible, trop féminisée, trop métissée. Et là, soudainement, tout a changé.

Bruno Retailleau, habituellement si prompt à s'ériger en rempart contre « l'ensauvagement » supposé des banlieues, si prolixe pour dénoncer les « prénoms qui posent problème », s'est fendu d'un discours mesuré. Une retenue toute nouvelle, presque attendrissante. Le ton feutré, les mots choisis, presque compatissants : il faudrait comprendre, dit-il, que ce genre d'acte n'a pas de cause unique. Que c'est la société tout entière qui doit faire son examen de conscience. Tiens donc.

Quand il s'agissait d'un jeune de quartier, la responsabilité individuelle faisait foi, intransigeante. La culture familiale, les origines, la religion devenaient aussitôt des pièces à conviction. Mais ici, l'acte n'est plus individuel, il est dissous dans un mal-être généralisé, dans une crise de civilisation. Le garçon ne devient plus le monstre mais le symptôme. Une nuance réservée, jusqu'alors, aux enfants bien nés.

Ces deux poids, deux mesures est une tache flagrante sur le discours républicain. Car il dit, en creux, ce que l'on pense tout bas : certains actes sont attendus, presque prédits par l'ima-

**Chronique d'un  
dénî idéologique**

ginaire collectif nourri de peur et de racisme ; d'autres, quand ils viennent du cœur même de la « France blanche », suscitent la gêne, l'inconfort, et l'envie

de détourner le regard. Mais les faits sont têtus. Les attaques perpétrées par des jeunes radicalisés à droite extrême se multiplient dans le silence assourdissant des élites. Le terrorisme d'extrême droite car c'est bien de cela qu'il s'agit, même si les mots hésitent, tue, fracture, terrorise. Mais il est moins rentable médiatiquement. Il ne permet pas de réaffirmer l'ordre, de justifier les lois liberticides, de fustiger les quartiers. Alors on le relègue, on le minimise, on le psychiatrie.

Et pourtant, il faut parler de cette France-là. Celle qui, dans l'ombre, fabrique ses propres monstres, nourris au ressentiment, abreuvés de théories du complot, galvanisés par un discours identitaire de plus en plus banalisé. Cette France qui croit que le salut passera par la purification, par l'exclusion, par le retour à une essence fantasmée. Une France qui a troqué l'universalisme pour la peur de l'Autre, et l'égalité pour la hiérarchie raciale.

L'école, lieu de savoir et d'émancipation, devient alors le théâtre tragique de cette faillite collective. Car ce garçon, comme tant d'autres, n'a pas été armé seulement d'un couteau : il l'a été aussi par des idées. Par des discours entendus mille fois à la télévision, dans certains meetings, dans les arrières-salles numériques où se radicalisent les solitaires. Par cette France décomplexée qui pense pouvoir dire tout haut ce qu'elle croyait interdit. Et qui, désormais, se sent autorisée à passer à l'acte.

Il est temps d'ouvrir les yeux. Il est temps que la France regarde en face ses propres dérives, ses propres terreurs, ses propres enfants perdus. Il est temps d'admettre que le racisme d'État, même silencieux, engendre des silences complices. Que le refus de nommer l'extrême droite pour ce qu'elle est, une idéologie de mort, est en soi un danger. Et qu'il n'est pas besoin de s'appeler Mohamed ou Fatima pour être un sujet de peur. Il suffit, parfois, d'être simplement jeune, en colère, et abandonné à une haine qu'on n'a pas su soigner.

**Attaf aux funérailles du pape François**

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a assisté, samedi sur la place Saint-Pierre au Vatican, aux funérailles du pape François, indique un communiqué du ministère. "Les funérailles se sont déroulées en présence d'une foule nom-

breuse, avec la participation de plusieurs dirigeants, représentants d'Etats et responsables d'organisations internationales gouvernementales", précise la même source.

A cette occasion, le ministre Ahmed Attaf a réitéré aux représentants du Vatican "les sincères condoléances du président de la Ré-

publique, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la disparition du pape François, dont il a salué le legs humanitaire qu'il a laissé grâce à son dévouement au service des valeurs de fraternité, d'entraide et de coexistence entre les peuples et à son engagement en faveur des pauvres et des opprimés du monde entier", ajoute le communiqué.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub :** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction :** 041.23.25.20

**Imp. : Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail** : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



# Des contrôles et des saisies L'étau se resserre sur les commerçants des produits « Cabas »

Les services de ministère du Commerce intérieur ainsi que les autorités douanières en collaboration avec les services de sécurités mènent, ces derniers temps, une guerre sans merci contre le commerce dit des produits « cabas ».

M. Aziza

Suite aux récentes orientations et instructions données par le ministre du Commerce intérieur, Tayeb Zitouni à ses services pour intensifier les opérations de contrôle afin de contenir le phénomène du « cabas », les agents de contrôle ont saisi jeudi dernier « des quantités importantes de produits alimentaires importés illégalement ». Certains de ces produits saisis sont soit d'origine inconnue, soit des produits alimentaires périmés. Ce qui constitue, selon les services de contrôle, une menace directe pour la santé du consommateur. Le ministre du Commerce a appelé d'ailleurs ses services, lors d'une réunion de travail, tenue mardi dernier, « à rester vigilants et à agir rapidement pour prendre les mesures juridiques nécessaires contre les contrevenants ». « Notamment, ceux qui importent des produits alimentaires illégalement, compte tenu de la menace réelle qu'ils représentent pour l'Economie nationale et la santé du consommateur. Et ce, suite à la saisie de plusieurs produits dont les dates de péremption avaient été falsifiées et qui n'étaient pas conformes aux conditions de commercialisation ». Force est de constater qu'en dépit de la restriction des importations, notamment pour des produits fabriqués en quantité suffisante localement, les produits de préparation alimentaire, les biscuiteries, les confiseries et les chocolats, ainsi que des produits cosmétiques, importés notamment d'Europe sont disponibles dans les rayons des supermar-

chés en permanence. Des produits que tout le monde sait qu'ils sont importés par des « baznassia » ou ramenés par des ressortissants algériens établis à l'étranger, notamment ceux qui se rendent en Algérie avec leur véhicule touristique. Contacté par nos soins, M. Mohamed Mimouni, membre de la Fédération algérienne des consommateurs a affirmé que ces opérations vont, à coup sûr, contribuer à lutter contre la fraude, la contrefaçon et le marché parallèle. Mais, dit-il, ces opérations doivent être accompagnées par des analyses profondes sur la disponibilité de certains produits nécessaires pour le consommateur. On cite, par exemple, les produits alimentaires à usage médical et parfois même des médicaments en rupture, des pièces de rechanges d'appareillage, de véhicules et de téléphone, notamment. Précisant que malheureusement, parfois les produits 'cabas' sont un recours obligé pour certains consommateurs. Il relativise en affirmant « nous ne sommes pas là pour défendre les commerçants des cabas, mais je pense qu'il faut engager des réflexions pour réglementer l'importation de très petites quantités de marchandises demandées par le consommateur, une façon de réguler ces petites importations pour satisfaire les besoins « nécessaires » du consommateur et fermer la porte à ce commerce informel qui menace l'Economie algérienne et surtout la santé publique, notamment quand il s'agit de produits alimentaires ou de médicaments dont on ne connaît pas l'origine.

## Hadj

### Début des réservations en ligne des chambres d'hôtels à La Mecque

L'opération de réservation en ligne des chambres d'hôtels à La Mecque (Arabie saoudite) pour le hadj 1446/2025 a débuté, hier samedi à midi, pour les vols prévus du 10 au 15 mai, indique un communiqué de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO). «L'opération de réservation en ligne des chambres d'hôtels à la Mecque pour les pèlerins voyageant avec

l'Office national du pèlerinage et de la omra débute samedi 26 avril 2025 à 12h00 pour les vols prévus du 10 au 15 mai 2025, et ce, via le portail algérien du pèlerinage +bawabetelhadj.dz+ et l'application +Rakb Alhajj+», précise le communiqué. Les réservations de chambres d'hôtels pour les autres vols seront programmées successivement, ajoute la même source.

## Alger

### Arrestation de l'auteur de la vidéo sur la mort de trois moutons importés

Les services de la Gendarmerie nationale d'Alger ont procédé à l'arrestation de l'auteur de la vidéo relayée sur les réseaux sociaux sur la mort de trois (3) moutons importés, a-t-on appris samedi auprès des mêmes services. Le service de sécurité alimentaire au Commandement de la Gendarmerie nationale a pu iden-

tifier l'auteur de la vidéo relayée sur les réseaux sociaux sur la mort de trois (3) moutons importés, lequel a été arrêté en un temps record par le service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Bir Mourad Raïs, selon la même source, qui précise que l'enquête sur cette affaire reste en cours.

## Médias

### Meziane appelle à faire preuve de professionnalisme

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, a appelé, samedi à Ouargla, les journalistes algériens à faire preuve de professionnalisme, d'intégrité et de précision dans l'exercice de leur métier.

S'exprimant à l'ouverture des travaux de la rencontre régionale regroupant des journalistes, des professionnels des médias et différents acteurs du secteur de la Communication, le ministre a indiqué que les défis actuels "imposent une grande maturité professionnelle, basée sur la précision, l'objectivité et le professionnalisme dans la couverture des événements, puisant l'information de sources fiables".

Mettant en garde contre les fausses informations véhiculées par la rumeur, à la faveur notamment de l'expansion que connaissent les réseaux sociaux et leur impact négatif, M. Meziane a mis l'accent sur la formation continue des journalistes, leur permettant de diffuser des contenus informatifs précis et professionnels.

S'agissant du rôle de l'information de proximité, le ministre de la Communication a indiqué que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "œuvre inlassable-

ment, et avec clairvoyance, à assurer l'équilibre entre les différentes régions du pays, non seulement aux plans économique et social, mais aussi dans le domaine de l'Information".

Cette rencontre régionale, poursuit M. Meziane, vise à "offrir un espace de débat ouvert à l'ensemble des acteurs du secteur de l'information et de la communication en vue de faire un état des lieux sur les préoccupations soulevées et les perspectives du secteur, à la lumière des profondes mutations intervenues dans les technologies de l'information et leur impact sur la scène médiatique et sur le secteur de la communication".

Il a mis l'accent, à ce titre, sur la nécessité de bâtir un front médiatique unifié pour faire face aux conséquences liées aux développements sur la scène internationale et régionale, et leurs éventuels risques sur la souveraineté nationale.

M. Meziane a évoqué, par ailleurs, une série de nouveaux textes et règlements élaborés en vue d'organiser le secteur de l'information et de la communication, garantissant la liberté d'expression, défendant les droits des journalistes et consolidant les pratiques de l'éthi-

que professionnelle. Cette rencontre et celles d'Oran et de Constantine qui seront suivies d'une dernière à Alger, lundi prochain, permettront aux journalistes et professionnels du secteur de s'impliquer dans l'élaboration d'une stratégie visant à relever tous les défis et donner une image réelle de la situation actuelle du secteur de l'information en Algérie, a estimé le ministre.

Cette importante rencontre se déroule en présence d'un représentant de la Direction générale de la communication à la Présidence de la République, de responsables de médias, de journalistes et des syndicalistes de 15 wilayas de la région Sud-est du pays. Les travaux de la rencontre sont scindés en quatre ateliers thématiques, à savoir "La nouvelle législation régissant le secteur de la communication et la déontologie de la profession", "La réalité de la presse audiovisuelle, écrite et électronique face aux défis de l'intelligence artificielle et de la technologie de la 5G", "Le rôle de la communication institutionnelle dans la promotion de l'image de l'Algérie", ainsi que "La formation spécialisée et continue et l'anticipation des métiers du futur".



El yazid DIB

Quand un enfant crie famine et que cette faim dévore ses in-

testins, c'est que l'humanité a déserté cet univers, où les valeurs morales n'ont plus de résonance et la pitié ne réside plus dans le corps de l'homme. Les cœurs se sont endurcis jusqu'à ne plus voir la souffrance de l'autre. Ni ressentir sa douleur. Cet enfant, ce bébé, ce vieillard qui se tortillent les entrailles à faire rougir les anges au moment où les démons sionistes, sans compassion, se gargarisent de massacres; n'a pas l'air de laisser sa terre pour aller se nourrir ailleurs. Il ne cherche pourtant ni les champignons de Paris, ni la chair d'antilope des Émirats, ni les esturgeons de la Russie, ni encore le Mac and Cheese de l'oncle Sam ou le Pad Thaï du soleil levant. Un bout de pain à défaut de Maqlouba lui suffirait.

Il a bien fait survivre son idéal aux bombes emportant son cadavre dans le déni d'un monde sans âme. Chaque bloc de ruine lui est une preuve de résistance, chaque éclat d'obus, un éclat de lumière.

Israël utilise la famine comme moyen de guerre. Le blocus imposé à toute entrée d'aide humanitaire arrive juste à provoquer de timides condamnations, pas plus. Aucune force n'est apte à le briser. Macron, chef d'un Etat pourtant puissant, lors de sa dernière tournée en Égypte, était incapable de pouvoir franchir le poste frontalier de Rafah où il se trouvait en compagnie du maréchal Sissi. Il pouvait bien, au nom du monde civilisé, de sa France historique, des droits de l'homme, être

### Quand un enfant crie famine

à la tête d'un convoi, sauter le verrou et adienne que pourra. C'est dire qu'un discours de douceur, fût-il parfois sec et virulent, ne remplit pas un estomac vide.

Aucun dirigeant parmi ceux qui semblent partager la planète et la soumettre à leur hégémonie n'a eu à intervenir pour sauver ce peuple en proie à la pire famine intentionnelle connue de tous les temps. Malgré la mobilisation dynamique de presque tous les peuples du monde, étudiants, esprits libres, invétérés de paix ; rien n'est pourtant fait face à ce lent et abominable crime. L'entité persiste, au-delà de l'acte de tuer, à balancer cette population entre l'exil et la faim. Elle est là depuis longtemps à vadrouiller entre ciel et poussière, la main sur le ventre, les yeux crevés d'injustice.

Le bébé palestinien n'a pas été allaité au biberon Guigoz tant il a sucé le suc des rameaux d'olivier. Sa berceuse n'était pas Alice au pays des merveilles, mais la canonnade de Mahmoud Derwiche. C'est à sa naissance qu'il devient adulte. Il ne sait pas jouer. Car dans son pays, il n'y a pas de place aux jeux d'enfants. Il n'y a que la résistance et le martyre. L'on s'amuse avec les débris d'obus, l'on joue au vrai cache-cache, l'on se faufile entre poteaux et poutres, dans les décombres et les déchets de la folie humaine.

La faim ne tue pas le combat, elle l'exacerbe. La faim n'élimine pas l'espoir, elle l'éclaire. Et c'est là, où un enfant crie famine que des lendemains de satiété, avec le temps et le temps; s'annoncent.



## Commerce

# Les prix des cigarettes augmentent

A. Z.

Nouvelle hausse des prix du tabac en cette fin du mois d'avril 2025. Même si pa-reilles augmentations sont deve-nues presque courantes ces derniè-res années, les consommateurs ont été choqués par des taux assez éle-vés. C'est pratiquement une haus-se entre vingt et quarante dinars qui a touché toutes les marques de ci-garettes, alors que le tabac à chi-quer est écoulé à des prix atteignant jusqu'à 230 dinars, soit une aug-mentation allant jusqu'à quaran-te (40) dinars, touchant toutes les qualités. En conséquence, le pa-quet de Marlboro est écoulé chez le buraliste entre 430 et 440 di-nars, les Gauloises à 390, la mar-que LM à 370 dinars, Rothmans à 310 dinars et la marque Wins-ton à 370 dinars. Notons que les prix peuvent varier d'un buraliste à un autre, ce qui laisse clairement voir que les augmentations sont sauvages et n'obéissent pas aux règles d'uniformité.

Comme de coutume, donc, le mar-ché de la cigarette subit la voracité de certains commerçants, qui arri-vent à amasser une petite fortune en quelques jours en jouant sur des hausses illicites par paquet, qui se chiffrent en millions de dinars quand il s'agit d'écouler cette mar-chandise par centaines de cartou-ches. «D'ailleurs, on ne sait même pas si les prix pratiqués par les bu-ralistes et les grossistes sont autori-sés par l'Etat ou décidés de leur propre chef», disent des consom-mateurs, qui rappellent que la haus-se démesurée des prix des cigaret-tes intervenue en début d'année est revenue à la «normale», c'est-à-dire une baisse des prix d'au moins 20 dinars par rapport à la pratique sau-vage, et ce après quelques jours de frénésie sur le marché.

En un semestre, la hausse des prix des cigarettes atteint les 60 dinars ! Tout ce qu'on sait, c'est que la loi de finances 2025 a introduit plusieurs mesures, dont celle concernant les bénéfices des sociétés de fabrication de tabacs installées en Algérie, qui doivent s'acquitter d'un impôt sup-plémentaire sur leurs bénéfices de 20% pour les fabricants de tabacs à priser et/ou à mâcher, et un taux

de 31% pour les fabricants de ta-bacs à fumer, y compris la cigaret-te électronique et le narguilé. En sus de la hausse de la taxe addition-nelle sur le tabac.

Interrogé à propos de ces aug-mentations, un grossiste nous a di-rectement renvoyé au Journal offi-ciel. «La hausse des prix du tabac a été actée par le Journal officiel, vous ne le savez pas ?», nous a lan-cé notre interlocuteur. «Nous, on ne fait que répercuter la hausse déci-dée par les producteurs de tabac», ajoute-t-il. Effectivement, un ar-rêté interministériel publié dans le Journal officiel N°23 du 22 avril 2025 confirme la hausse des prix des produits tabagiques, mais à voir de près ces prix, on constate que les augmentations officielles ne dé-passent pas 10 dinars.

### LE QUADRUPLE DE LA HAUSSE

Selon ce qui est porté dans le Journal officiel en question, «le prix de vente au consommateur» (bien précisé) du tabac à priser est fixé à 200 dinars au maximum, le pa-quet de Marlboro à 390 dinars, LM à 330 dinars, Gauloises à 360 dinars, Winston à 330 dinars... Rym à 270 dinars... des prix offi-ciel qu'on peut aisément consul-ter dans le Journal officiel N°23 du 22 avril 2025. Pourquoi alors les grossistes et les buralistes ont-ils imprégné des hausses supérieu-res à ce qui a été décidé à travers l'arrêté interministériel ?

Certains fumeurs disent com-prendre qu'à travers des hausses des taxes touchant les produits ta-bagiques, l'Etat perçoit son du sur cette activité très lucrative pour no-tamment financer la lutte contre le cancer. Mais, est-ce que cela auto-rise ou justifie des hausses de prix de 40 dinars par paquet de ci-garettes au niveau des grossistes et des détaillants ? C'est le quadrup-le de la hausse officielle ! Et, aucune explication n'est avancée dans ce sens ni par les buralistes ni par les grossistes, qui refusent de donner le moindre argument plau-sible. Les premiers affirment qu'ils ne font que répercuter la hausse de la vente en gros, et les seconds sou-tiennent qu'ils suivent la tendance

à la hausse des prix fixés par les producteurs. Des explications en-tourées d'un flou artistique, puis-que aucune partie ne donne les nouveaux prix des produits taba-giques d'une façon claire.

Il y a quelque mois, suite aux pres-sions des services de contrôle des prix des cigarettes, les grossistes ont été contraints d'afficher les prix de toutes les marques de cigarettes, mais cela n'a pas trop duré, puis-que les affiches en question ont été retirées dès la baisse de la pression des services de contrôle. Un retour à l'affichage des prix de toutes les marques de cigarettes au niveau des grossistes et des buralistes est indispensable pour clarifier la situa-tion. Si la LF 2025 a renforcé la surveillance du marché des cigaret-tes, imposant aux distributeurs d'obtenir un agrément délivré par le Directeur général des impôts, avec obligation de s'approvisionner uniquement auprès de fabricants agréés, de tenir un compte-matiè-res de leurs produits et de soumet-tre un état trimestriel de leurs ven-tes, garantissant ainsi la transparen-ce et la régularité dans la distribu-tion des produits tabagiques, c'est sur le terrain qu'il faut mettre de l'ordre rapidement en commençant par l'obligation de l'affichage des prix officiels des cigarettes, et en suivant par le renforcement de la lutte contre le tabac de la contre-bande qui, soutenue par ses prix attrayants (relativement bas), re-vient en force sur le marché.

Reste que selon les avis des 'anti tabacs', la hausse des prix des ci-garettes est plus que légitime. Ces derniers considèrent «acceptable» la hausse des taxes de tabac, si-non qu'elle doit être plus consé-quente dans un cadre de contri-bution à la prise en charge des ma-ladies qui découlent de la consom-mation de la cigarette, dont les can-cers de poumons et les pathologies cardiovasculaires.

Et, pour inciter également les fumeurs à réduire leur consom-mation ou s'en abstenir carré-ment, pour ceux qui ont la volon-té de le faire, estime-t-on. Person-ne ne peut nier ces arguments, mais cela n'est pas une raison pour lais-ser le marché à la merci des spécu-lateurs et des trafiquants.

M. Sadaoui a aussi rappelé l'équi-pement de plusieurs écoles primai-res en tablettes électroniques, souli-gnant «la poursuite de cette opéra-tion qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à amélio-rer la qualité de l'enseignement à tra-vers l'intégration des TIC dans l'en-vironnement scolaire».

Ces mesures, a-t-il dit, intervien-nent «en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer les principes de transparen-ce et à éliminer toute opacité dans la gestion de la chose publique», rap-pelant que le président de la Répu-blique «suit de près l'avancement des processus de transformation numé-rique dans tous les secteurs».

Le ministre a, par ailleurs, mis en avant l'engagement du secteur à ac-célérer la transformation numérique et à recourir, à l'avenir, à des techni-ques de pointe, telles que la réalité virtuelle, la réalité augmentée et l'in-telligence artificielle.

## Réunions du FMI

# Taleb appelle le Fonds à défendre le multilatéralisme

L e Gouverneur de la banque d'Al-gérie Salah-Eddine Taleb, s'expri-mant au nom des pays de la MENAP (pays Mena, le Pakistan et Iran), a appelé samedi à Washington le Fonds monétaire international (FMI) à défendre le multilatéralis-me et le libre-échange, dans un contexte mondial marqué par des tensions commerciales et une incer-titude économique croissante.

Lors de sa participation à la 51e réunion du Comité monétaire et fi-nancier international du FMI, M. Ta-leb a relevé que dans cet environne-ment mondial «hautement incertain et chargé de risques, nous attendons du FMI qu'il demeure – comme il l'a toujours été – un ardent défenseur du libre-échange et une voix forte en faveur du multilatéralisme».

Au moment où l'économie mon-diale «s'orientait vers un atterrissage en douceur à la suite des crises ré-centes et que la désinflation globale semblait progresser de manière maî-trisée, ces évolutions sont aujourd'hui mises en péril. Nous assistons, à un rythme que l'on n'aurait pas cru pos-sible il y a encore quelques mois, au démantèlement du multilatéralisme tel que nous l'avons connu et encour-agé depuis des décennies», a-t-il ajouté. Notant que l'économie mon-diale est devant «un tournant critique et dans un état de mutation profon-de», il a relevé que le niveau excep-tionnellement élevé d'incertitude en-tourant les politiques économiques ré-sulte des restrictions commerciales massives et des mesures de rétorsion qui en ont découlé imposées par les principales économies, historiquement moteurs de la croissance mondiale.

Après avoir relevé que le système commercial multilatéral «fondé sur des règles» a bénéficié à tous, M. Ta-leb a assuré qu'il «n'existe aucun ga-gnant dans cette course vers le bas que constitue la guerre commerciale

en cours, laquelle ne fait qu'accen-tuer les clivages géoéconomiques et géopolitiques mondiaux».

Devant cette guerre commerciale, dans la région du MENAP, l'impact se fera principalement ressentir par une baisse de la demande extérieure en biens et services, ainsi qu'un dur-cissement des conditions financières mondiales, affectant notamment les emprunteurs importants de la région, prévoit M. Taleb.

Il a, à ce titre, ajouté que pour les pays exportateurs de pétrole et de gaz de la région MENA, «y com-pris ceux relevant de notre circons-cription, une production pétrolière qui demeurera probablement mo-dérée dans un contexte de volatili-té des marchés internationaux, de-vrait être partiellement compensée par la vigueur du secteur non pétro-lier, permettant ainsi de soutenir la dynamique de croissance».

L'intervenant a, par la même occa-sion, réaffirmé l'attachement du grou-pe de pays qu'il représentait «à un FMI solide, reposant sur un système de quotes-parts, disposant de ressour-ces adéquates, et occupant un rôle central au sein du Réseau mondial de sécurité financière».

«Nous encourageons les membres n'ayant pas encore finalisé leurs pro-cédures internes d'approbation de l'augmentation des quotes-parts dans le cadre de la 16e Revue générale des quotes-parts à achever ce processus dans les meilleurs délais, afin de per-mettre l'entrée en vigueur des nou-velles quotes-parts dans ce contexte critique d'incertitude mondiale ac-crue», a-t-il poursuivi.

M. Taleb s'est dit, en outre, convain-cu que le Fonds demeure «une insti-tution représentative, attachée à un traitement équitable et impartial de l'ensemble de ses membres, quel que soit le sujet abordé ou la dimension considérée».

## Véhicules de moins de 7 places et véhicules importés de moins de 3 ans

# Mesures spéciales dans les ports d'Alger et d'Oran

L 'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), a annoncé, vendredi dans un commu-niqué, des mesures spéciales concer-nant les ports d'Alger et d'Oran qui seront appliquées du 15 juin au 15 septembre 2025.

«L'entrée des véhicules neufs ou de moins de trois ans dans le cadre de l'importation est interdite, de même que celle des véhicules utilitaires (four-gons) et des véhicules de plus de sept places, via les ports d'Alger et d'Oran, et ce du 15 juin au 15 septembre 2025", précise le communiqué.

L'entrée de ce type de véhicules sera toutefois autorisée au niveau des ports

de Bejaïa, Skikda et Annaba, ajoute la même source.

Ces dispositions visant à réunir les meilleures conditions pour l'accueil des familles durant la période estivale, ont été prises dans le cadre de la mise en œuvre des mesures réglementaires prises par les autorités compétentes relatives à la saison estivale.

LENTMV invite, par ailleurs, ses clients ayant déjà effectué des résér-vations à destination des ports d'Al-ger ou d'Oran, et souhaitant modifier leur itinéraire ou bénéficier d'un rem-boursement de leurs billets, à se rap-procher de l'agence commerciale la plus proche.

## 10 morts sur les routes en 48 heures

D ix (10) personnes sont décédées et 477 autres ont été blessées dans des accidents de la route sur-venus ces dernières 48 heures à tra-vers le pays, indique, samedi, un bi-lan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enre-gistré au niveau de la wilaya de Ghardaïa avec deux (02) décès et un (01) blessé, suite à 02 accidents de la circulation, le premier ayant été causé par une collision entre un véhicule léger et une motocyc-lette et survenu sur la RN 124, commune d'El Guerrara, et le 2 ème dû au renversement d'un véhicule léger au niveau de la RN 01 commune d'El Mansoura, pré-

cise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 15 personnes intoxi-quées par le monoxyde de car-bone (Co), émanant des disposi-tifs de chauffage et chauffes bain de leurs domiciles, à travers les wilayas de Médéa, Alger, El Bayadh, Oum El Bouaghi et Sétif.

En outre, les éléments de la Pro-tection civile ont procédé à l'extinc-tion de 07 incendies urbains et di-vers survenus à Alger, Constantine, Boumerdès, Biskra et El-Oued, ayant causé diverses brûlures et gê-nes par la fumée à Alger et El Oued, conclut le communiqué.



## Entre l'Inde et le Pakistan Les menaces d'une guerre de l'eau



L'Inde peut-elle couper le robinet des eaux du fleuve Indus au Pakistan? La suspension par New Delhi du traité qui régleme leur partage en représailles à l'attentat de mardi au Cachemire le suggère, mais les experts estiment qu'elle n'aura pas d'effet immédiat. Signé en 1960 sous l'égide de la Banque mondiale par les deux pays rivaux nés du partage de l'ex-Empire britannique, le document partage le contrôle du bassin de six cours d'eau du Cachemire qui se rejoignent en aval pour grossir l'Indus.

A l'Inde celui des trois fleuves orientaux (Ravi, Beas et Sutlej), au Pakistan celui des trois situés plus à l'ouest (Indus, Jhelum et Chenab, qui traversent la partie indienne du Cachemire), qui représentent à eux

seuls 80% du volume total d'eau du bassin. L'idée est alors d'assurer aux deux voisins un «accès équitable» aux eaux issues de la chaîne de l'Himalaya qui les irriguent.

Cet accès est vital pour l'agriculture et la consommation de l'aride Pakistan et de ses 240 millions d'habitants. Le traité accorde à l'Inde le droit d'utiliser l'eau des trois fleuves «pakistanaï» à fin d'alimentation de barrages hydroélectriques ou d'irrigation.

Mais il lui interdit formellement d'en détourner le cours ou de faire des réserves susceptibles d'altérer le volume de l'eau qui s'écoule en aval. Tout désaccord sur ces points doit être réglé par des procédures décrites dans le traité. Actuellement, l'Inde pompe l'essentiel du volume d'eau autorisé de «ses» trois

fleuves. Mais elle n'utilise pas l'intégralité de son quota d'eau des trois fleuves sous contrôle pakistanaï. Des barrages en construction sur le Chenab devraient toutefois augmenter ses prélèvements.

### QU'A DÉCIDÉ L'INDE ?

New Delhi impute au Pakistan la responsabilité de l'attaque qui a tué mardi 26 civils à Pahalgam, une ville du Cachemire indien, qu'elle attribue à un groupe jihadiste basé sur son sol. Islamabad l'a catégoriquement démenti. Les deux puissances nucléaires ont décidé d'une série de sanctions diplomatiques réciproques. Parmi elles, l'Inde a suspendu l'application du traité de 1960, qui n'avait jamais jusque-là été remis en cause malgré les trois

guerres (1947, 1965, 1999) qui l'ont opposée au Pakistan.

En plus d'accuser Islamabad de soutenir le «terrorisme transfrontalier», New Delhi s'est justifiée en arguant de «changements fondamentaux de circonstances» survenus depuis 1960. Parmi eux, des «modifications démographiques» ou «la nécessité d'accélérer le développement des énergies renouvelables». Et les Indiens ont affirmé que les Pakistanais s'étaient jusque-là opposés à ses requêtes en modification du traité. Islamabad a réagi en avertissant que toute tentative de réduire son approvisionnement en eau serait considérée comme «un acte de guerre». Le Premier ministre ultranationaliste hindou Narendra Modi avait déjà menacé d'user de l'arme de l'eau en 2016 après un attentat au Cachemire indien. «Le sang et l'eau ne peuvent pas couler ensemble», avait-il alors déclaré.

### QUELLES CONSÉQUENCES ?

Un seul constat rassemble les experts des deux pays ou indépendants. La décision de l'Inde n'aura aucun impact immédiat sur le Pakistan. «L'Inde ne peut pas instantanément couper le débit de ces fleuves, c'est infaisable techniquement et pas viable économiquement», tranche sans hésiter l'expert pakistanaï Hassan Abbas. «La construction de toute installation destinée à détourner l'eau de ses cours actuels prendrait des années, plus

sûrement une décennie», juge lui aussi Himanshu Thakkar, du South Asia Network on Dams, Rivers and People.

«A court terme, (cette décision) n'aura donc aucune conséquence directe ou pratique», insiste le coordinateur de cette institution basée à New Delhi. La sanction brandie par l'Inde relève donc d'abord du symbole, explique l'analyste Praveen Douthi, de l'International Crisis Group. «Le public exigeait des représailles mais une opération militaire requiert du temps», relève-t-il, «et le gouvernement se devait de réagir tout de suite». A plus long terme, les effets d'un retrait de l'Inde du traité s'annoncent plus incertains. Dans les deux pays, la croissance des populations, celle de la production agricole et des besoins en énergie qui en résultent pèsent tout aussi lourdement sur leurs ressources en eau. Le réchauffement climatique qui accélère la fonte des glaciers de l'Himalaya a fait de l'eau une matière première précieuse et donc stratégique.

Le débit des trois fleuves contrôlés par le Pakistan sont «l'épine dorsale de (son) agriculture, de (ses) villes, de (son) énergie. Il n'existe pas d'alternative à leurs eaux», a souligné l'expert pakistanaï Hassaan Khan dans le journal The Dawn. Il a toutefois averti que la remise en cause du traité par l'Inde «créé un précédent qui pourrait fort bien se retourner contre elle». En soulignant que sa rivale chinoise pourrait l'utiliser pour contrôler le flux du fleuve Brahmapoutre qui l'irrigue...

## Nucléaire

### Iran et Etats-Unis engagés dans un nouveau cycle de pourparlers

Les Etats-Unis et l'Iran ont entamé samedi à Oman un troisième cycle de négociations cruciales sur le nucléaire iranien, après de précédents échanges qualifiés de constructifs par les deux pays, ennemis depuis quatre décennies. Les discussions entre les deux parties, sous médiation omanaise, ont débuté peu avant 08H30 GMT, ont rapporté plusieurs médias iraniens dont la télévision d'Etat. Elles font suite à des négociations indirectes qui se sont déjà tenues le 12 avril à Mascate puis le 19 à Rome.

Téhéran et Washington n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980. Ces discussions sont les premières à ce niveau depuis le retrait en 2018 des Etats-Unis, sous la première présidence de Donald Trump, d'un accord international conclu trois ans plus tôt qui encadrait le programme nucléaire de l'Iran en échange d'une levée des sanctions. Une session de pourparlers techniques entre experts est prévue en plus des négociations à haut niveau, qui seront menées par le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, et l'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères omanais, Badr al-Boussaidi, selon le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmaïl Baghaï.

«Les négociations porteront sur des questions techniques et au niveau des experts sur des détails, on peut donc s'attendre à ce qu'elles soient prolongées si nécessaire», a indiqué samedi l'agence de presse officielle Irna. M.Araghchi avait publié plus tôt sur Telegram une photo d'un entretien avec son homologue omanais, présenté comme une «discussion en privé» avant les pourparlers. La dernière réunion, du 19 avril, avait été qualifiée de «bonne» par les deux pays. «Pour que les négociations progressent, il faut une démonstration de bonne volonté, de sérieux

et de réalisme de la part de l'autre partie», a déclaré vendredi M. Baghaï.

### «OPTIMISME PRUDENT»

Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, et Israël soupçonnent l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Téhéran rejette ces allégations, défendant un droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour l'énergie. Abbas Araghchi a ainsi indiqué que son pays prévoyait de construire 19 nouveaux réacteurs, selon le texte d'un discours qu'il devait prononcer lors d'une conférence et publié mardi sur son compte officiel X. En 2018, M. Trump avait retiré son pays de l'accord sur le nucléaire conclu à Vienne en 2015 et rétabli des sanctions. En représailles, l'Iran a progressivement pris ses distances avec le texte, en enrichissant notamment de l'uranium à un niveau élevé. M. Araghchi a fait part cette semaine de l'«optimisme prudent» de son pays sur le processus en cours.

Depuis son retour à la Maison Blanche, Donald Trump a relancé sa politique dite de «pression maximale» sur l'Iran, et l'a appelé en mars à négocier un nouvel accord tout en menaçant de bombarder le pays en cas d'échec de la diplomatie. Dans des déclarations publiées vendredi par Time Magazine, il a assuré être prêt à rencontrer le guide suprême iranien ou le président du pays. Washington a annoncé mardi de nouvelles sanctions visant le secteur pétrolier iranien. Téhéran a dénoncé une «approche hostile».

### DES TUNNELS EN QUESTION

Mercredi, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargée de surveiller le programme nucléaire iranien en vertu de l'accord de Vienne et du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (NPT), dont l'Iran



est partie, a demandé à Téhéran d'expliquer la présence de tunnels autour du site de Natanz (centre) qui abrite des centrifugeuses utilisées pour enrichir l'uranium. L'organisme Institute for Science and International Security, basé à Washington, a publié des images satellites de ce site, qui montre selon lui un nouveau tunnel situé près d'un tunnel plus ancien, ainsi qu'un nouveau périmètre de sécurité. Téhéran n'a pas commenté ce rapport dans l'immédiat. L'Iran enrichit actuellement l'uranium à un niveau élevé (60%), inférieur aux 90% nécessaires à la fabrication de l'arme atomique, mais très loin du plafond de 3,67% fixé par l'accord de Vienne.

Selon M. Araghchi, le droit de l'Iran à enrichir de l'uranium est «non négociable». Le ministre iranien s'est dit jeudi disposé à se rendre en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, autres pays parties à l'accord de Vienne, pour des discussions sur ce dossier. La semaine dernière, Marco Rubio avait appelé les Européens à se décider rapidement concernant le rétablissement des sanctions de l'ONU sur l'Iran. L'accord de 2015 prévoit la possibilité de les rétablir automatiquement en cas de non conformité au texte, mais cette option expire en octobre. L'Iran a prévenu qu'il pourrait se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire si ce mécanisme était déclenché.



El-Oued

Saisie d'importantes quantités  
de produits de contrebande

Les unités du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El-Oued, ont arrêté, dans deux affaires distinctes, trois (3) individus et saisi des quantités importantes de marchandises et produits de contrebande, ainsi que de deux (2) véhicules utilisés dans ces opérations, selon un communiqué de ces services.

Dans le cadre de la poursuite des efforts des unités de la Gendarmerie nationale pour la lutte contre les réseaux de contrebande et la protection de l'économie nationale et de la société, les unités du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El-Oued, ont arrêté, dans deux affaires distinctes, trois (3) individus et saisi des quantités importantes de marchandises et produits de contrebande, ainsi que de deux (2) véhicules utilisés dans ces opérations», lit-on dans le communiqué.

La première affaire a été traitée par les éléments de la Brigade de

sécurité et d'investigation (BSI/GN) d'El Oued, qui ont procédé, lors d'une patrouille, à l'arrestation d'un véhicule appartenant à un contrebandier de marchandises de fabrication étrangère, à bord duquel a été découverte une quantité de marchandises à savoir, 300 téléphones portables, cinq (5) boîtes en carton de produits pyrotechniques (144.000 unités) et deux (2) boîtes renfermant 4320 unités de lames", indique la même source.

La deuxième affaire, traitée par la Brigade territoriale d'Oued El Alenda, lors d'une patrouille ayant permis d'arrêter deux (2) indivi-

dués à bord d'un véhicule utilitaire, avec saisie de 10 grands sacs chargés de pièces de rechange pour voitures de fabrication étrangère, à savoir 740 pièces de type Bendix démarreur, et 250 pièces de type débrayable d'alternateur", ajoute la même source.

La perquisition du domicile de l'accompagnateur du chauffeur s'est soldée par "la saisie de cinq (5) mini drones de fabrication étrangères".

Après parachèvement des enquêtes, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.

Jijel

Réhabilitation de trois polycliniques



La direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya de Jijel a lancé une opération de réhabilitation de trois polycliniques au titre de l'exercice 2025.

La responsable de la cellule de communication de la DSP, Yamina Labiod, a déclaré, à l'APS, que dans le cadre de l'opération de réhabilitation et de la restauration des différentes structures de santé de la wilaya, trois polycliniques font actuellement l'objet d'une "première action de réhabilitation".

La même source a précisé qu'il

s'agit des polycliniques Abdelmajid-Tebbal, dans la cité des Oasis à Jijel, et Ali-Mohamed au quartier Village-Moussa, au centre du chef-lieu de wilaya, ainsi que de la polyclinique de la commune de Djamaa Beni H'bib.

Mme Labiod a souligné que les travaux de réhabilitation sont destinés à améliorer les conditions d'exercice des praticiens y travaillant et à fournir un service de qualité aux patients.

La responsable a ajouté, dans le même contexte, que 39 salles

de soins ont également fait l'objet de travaux de réhabilitation dans le cadre d'opérations financées par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, pour 21 d'entre elles, et sur le budget de la wilaya pour 16 autres, les communes concernées ayant pris en charge les frais de réhabilitation des 3 salles restantes.

Mme Labiod a conclu en affirmant que sur l'ensemble des travaux entrepris pour la réhabilitation de ces salles de soins, 23 ont été achevés.

Oum El Bouaghi

Des renforts pour les CCLS

Les deux Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) seront «bientôt» dotées de 12 nouvelles moissonneuses-batteuses, selon la direction des services agricoles (DSA).

La responsable du service de la régulation et du soutien technique, Nadia Chibane, a préci-

sé à l'APS que les 12 machines en question seront affectées aux CCLS d'Oum El Bouaghi (7 moissonneuses) et d'Ain M'lila (5 unités).

Mme Chibane a ajouté que ces moissonneuses-batteuses, destinées à renforcer les parcs des 2 coopératives, seront mises en

service à l'entame de la campagne moissons-battage pour la campagne agricole en cours (2024-2025). Rappelant que les coopératives agricoles et les agriculteurs privés «peuvent bénéficier du soutien de l'Etat pour l'acquisition d'équipements agricoles, tels que les tracteurs et les moissonneuses-batteuses», Mme Chibane a indiqué que les nouvelles machines s'ajoutent aux 58 autres dont disposent les CCLS de la wilaya d'Oum El Bouaghi.

Djelfa

Un nouvel hôpital en  
construction à Ain Oussara

Les travaux de construction d'un hôpital de 120 lits dans la wilaya déléguée d'Ain Oussara ont été lancés dernièrement, selon la direction des équipements publics.

Une enveloppe financière de l'ordre de plus de 2,3 milliards de DA a été allouée à ce projet faisant partie du programme complémentaire décidé par le président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune au profit de la wilaya, a précisé la même source.

Le nouvel hôpital sera réalisé dans un délai de 24 mois. Il comprendra plusieurs services médicaux spécialisés, des salles de soins,

des blocs opératoires, un laboratoire d'analyses médicales et une pharmacie centrale.

Une fois les travaux du projet achevés, cet édifice va renforcer le secteur de la santé à Ain Oussara, allègera la pression sur l'établissement public hospitalier (EPH) Saa-daoui Mokhtar de la région, et répondra aux besoins de la population en services de santé.

Le wali de Djelfa, Djahid Mous, a effectué récemment une visite d'inspection au chantier de ce projet, et sur les lieux, il avait donné des instructions sur le respect des délais de réalisation.

Médéa

«Corriger le déséquilibre»  
dans certaines communes

Plusieurs projets de développement appelés à améliorer le cadre de vie des citoyens et prendre en charge les insuffisances constatées dans certains domaines sont en cours de réalisation à travers les communes de Médéa, selon les services de la wilaya. Financés dans le cadre du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, ces projets couvrent les domaines de l'Alimentation en eau potable (AEP), l'assainissement, les travaux publics, l'éducation et la jeunesse, dont la concrétisation va permettre de corriger le déséquilibre qu'enregistrent les communes ciblées et les mettre au même niveau de développement que les autres communes, a-t-on fait savoir.

En matière d'adduction en eau potable, des projets sont engagés au profit des habitants des zones rurales de la commune de Saneg, au sud-ouest de Médéa, où deux réservoirs, l'un d'une capacité de 250 m3, implanté dans le vieux Saneg, un autre de 100 m3, localisé au niveau du village de Djourane, sont en construction et devraient sécuriser l'alimentation en eau potable des résidents durant la saison estivale, une fois achevés, a-t-on indiqué.

Des travaux de rénovation du réseau d'AEP alimentant le quartier Romanette, dans la commune de Ksar-el-Boukhari, au sud, sont également en cours d'exécution, selon les services de la wilaya qui font part, en outre, du lancement d'un projet

de réhabilitation du réseau d'assainissement au sein du même quartier.

Aussi, des projets de pistes de désenclavement sont en phase de réalisation à travers les zones éparses des communes de Saneg, Mezghena et Beni-Slimane. La même source a précisé qu'une piste d'un km sera ouverte entre le chef-lieu de la commune de Saneg pour relier le village de Sekouma, tandis qu'une seconde piste devant faire la jonction entre le chemin de wilaya 90 et le village d'El-Koudia El-Hamra, dans la commune de Mezghena, au nord-est, est en cours d'aménagement, en plus de l'ouverture d'une piste pour désenclaver le village de Redjaimia, dans la commune de Beni-Slimane, à l'est de Médéa.

Les services de la wilaya font part d'un projet de construction de trois cantines scolaires qui vont servir 100 repas par jour chacune, au niveau des écoles primaires situées en zone rurale de la commune de Bouaiche, au sud, dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarité et de prise en charge des élèves issus de la région.

De plus, des travaux de réhabilitation de la piscine et d'une salle de sport implantées au sein du complexe sportif de Berrouaghia, à l'est, seront lancés prochainement, en complément des travaux de rénovation qui ont touché récemment une salle de sport située dans la même structure.

Blida

Plus de 10 millions m3 transférés  
vers le barrage de Douéra

Un volume de plus de 10 millions de mètres cubes d'eau a été transféré, depuis septembre 2024, vers le barrage de Douera à Alger depuis oued El Harrach pour la partie qui traverse la wilaya de Blida, entre Tabainat et Hammam Melouane, selon la direction locale des ressources en eau. Dans une déclaration à l'APS, le premier responsable du secteur, Abdelkrim Allouche, a indiqué que le volume de précipitations enregistré dernièrement dans la région de Blida a permis le transfert depuis septembre dernier de plus de 10 millions de mètres cubes d'eau vers le barrage de Douera à Alger depuis oued El Harrach pour la partie qui traverse la wilaya de Blida, entre Tabainat et Hammam Melouane.

Le même responsable a ajouté que les importantes pluies enregistrées ont également permis le rem-

plissage du barrage de Bouroumi (ouest de Blida) qui a atteint 17 millions de m3, soulignant que ce barrage alimente plusieurs communes relevant des wilayas de Blida, d'Ain Defla, Tipaza et d'Alger.

Il a fait savoir aussi, que la quantité d'eau consommée à partir de ce barrage dépasse les 100.000 m3/jour. La pluviométrie enregistrée dans la wilaya a eu un impact positif sur la production des sources de l'atlas blidéen et sur la nappe phréatique, exploitées par la wilaya dans l'alimentation des populations et l'irrigation agricole à hauteur de 80%, a-t-il ajouté. M. Allouche a noté qu'en 2024 la production d'eau potable dans la wilaya a été augmentée de près de 15.000 m3/jour supplémentaires après la mise en service de 46 forages, soit une production totale d'eau potable quotidienne de 215.000 m3.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

28 chouel 1446				
El Fedjr 04h23	Dohr 12h46	Assar 16h31	Maghreb 19h37	Icha 21h03



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

28 chouel 1446				
El Fedjr 04h11	Dohr 12h32	Assar 16h17	Maghreb 19h23	Icha 20h49





## De nouvelles taxes appliquées au marché de gros d'El Kerma Des dispositions pour une hausse des entrées pécuniaires

K.Assia

L'évaluation de la situation des entreprises publiques de wilaya dont l'entreprise économique chargée de la gestion du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma a été au centre d'une réunion de travail présidée par le wali d'Oran M. Samir Chibani et regroupant tous les acteurs intervenant dans le secteur en question. Une rencontre qui a permis de définir plusieurs axes et de réorganiser de nouveau l'activité conformément à la réglementation en vigueur. Dans ce registre, de nouvelles tarifications ont été fixées et seront appliquées pour les droits d'entrée, de stationnement et aussi de location des locaux commerciaux au pro-

fit des mandataires de ce marché de quoi fructifier les recettes de l'entreprise de gestion. Autre dossier débattu lors de cette réunion est celui lié à l'étude et à l'approbation du budget prévisionnel pour l'année 2025. L'assistance s'est également penchée sur le changement partiel du schéma pyramidal, un compte rendu des comptes, l'approbation du recouvrement automatique des droits d'entrée et de stationnement au marché de gros entre autres.

Ainsi et tout en explicitant les mécanismes mis en place pour booster l'activité, le directeur de l'entreprise chargée de la gestion du marché de gros d'El Kerma a présenté un rapport détaillé sur la réalité et les perspectives pour développer et augmenter les en-

trées et les recettes de cette entité économique publique créée en 2012. Sur ce, des directives ont été données par le wali d'Oran pour améliorer et développer la gestion et surtout d'augmenter les recettes de cette EPIC et ce afin de contribuer au développement économique de la ville. Un état de fait qui doit tenir compte de l'importance de cet investissement et de la vocation de ce marché au niveau régional et même national. Le marché est approvisionné de 800 à 900 tonnes de fruits et légumes quotidiennement, et accueille une moyenne de 400 camions de 29 wilayas pour l'approvisionnement. Il dispose d'une vingtaine de chambres froides d'une capacité de 3.200 mètres cubes, de 9 hangars et de 24 box chacun.

## Nouvelle gare routière de Aïn El Turck La première tranche financière débloquée

J.Boukraa

Dans le cadre de l'amélioration des infrastructures de transport et pour répondre aux besoins croissants en mobilité des citoyens, la commune de Aïn El Turck s'apprête à lancer la réalisation d'une nouvelle gare routière aux standards modernes. Ce projet ambitieux vise à offrir un espace structuré et fonctionnel réunissant bus et taxis en un seul endroit, facilitant ainsi les déplacements des habitants et des visiteurs. Lors d'une récente déclaration, le maire de Aïn El Turck, M. Yahiaoui Zouaoui, a annoncé : «Il a été approuvé la création d'une gare routière moderne dédiée aux voya-

geurs de et vers la commune de Aïn El Turck. Cette gare sera équipée de divers services pour assurer confort et efficacité aux usagers. Elle sera implantée en face du stade communal, un emplacement stratégique choisi pour sa facilité d'accès et sa proximité avec les principaux axes routiers.»

Le maire a précisé que le projet, qui représente une réponse concrète à une revendication ancienne des citoyens, a déjà bénéficié de l'octroi de la première tranche de son enveloppe financière. «Le financement nécessaire au lancement du projet a été partiellement débloqué, ce qui permet d'entamer la phase des études techniques. Dès la finalisation des pro-

cédures administratives, nous passerons rapidement à l'étape de l'appel d'offres pour engager la réalisation effective des travaux», a-t-il ajouté. La future gare sera conçue selon des normes modernes, intégrant divers équipements de service tels que des guichets, des espaces d'attente confortables, une signalétique claire, ainsi que des zones dédiées aux différentes catégories de transport (taxis, bus interurbains, etc.). Le projet s'inscrit dans une dynamique globale de modernisation du secteur des transports au niveau de la wilaya d'Oran, en offrant une meilleure qualité de service aux citoyens tout en organisant efficacement les flux de voyageurs.

## El Mokrani, Es-Seddikia et Bouamama Près de 200 kilos de produits alimentaires impropres saisis

J.Boukraa

Près de 200 kilos de produits alimentaires impropres à la consommation ont été saisis la semaine passée, lors d'une vaste opération de contrôle menée par la commission communale de la santé et de la protection de l'environnement d'Oran, en coordination avec les services de la sûreté de wilaya, les inspecteurs de la direction du commerce et les vétérinaires des services agricoles. Les inspections, qui ont ciblé 16 établissements

commerciaux dans les délégations communales d'El Mokrani, Es-Seddikia et Bouamama, ont révélé de nombreuses infractions : absence de registre du commerce, non-respect des règles d'hygiène, mauvaises conditions de présentation, de conservation et de réfrigération des denrées, ainsi que des cas d'abattage clandestin.

Les produits saisis, principalement de la viande, du poisson congelé, des pâtes alimentaires, des jus, des confiseries et autres aliments périmés ont été immé-

diatement détruits pour prévenir tout risque sanitaire. A noter que près de 160 kilos de produits avariés ont été détruites et 30 kilogrammes de pommes, encore propres à la consommation, ont été remis à une maison des personnes âgées.

Des procédures administratives et juridiques ont été engagées contre les commerçants contrevenants, conformément aux directives du wali d'Oran, visant à renforcer la sécurité alimentaire et à protéger la santé des citoyens.

## Suite à l'exploitation d'une vidéo Un chauffeur de bus B arrêté

K. Assia

Un chauffeur de la ligne B a été arrêté par les services de la voie publique de la sûreté d'Oran pour non-respect du feu rouge et mise en danger de la vie d'autrui. En effet, c'est à la suite de l'exploitation d'une vidéo sur les réseaux sociaux montrant un chauffeur de bus de la ligne B en infraction en ne respectant pas l'arrêt au feu rouge, les éléments de la voie publique de la sûreté d'Oran ont réussi en un temps record à l'arrêter. Celui-ci effectuait certaines manœuvres qui mettaient en danger la vie des usagers. Il a été conduit au siège du service et des procédures judiciaires et administratives seront prises à son encontre.

## Journée scientifique à l'Université d'Oran 2 Les risques majeurs au cœur des priorités nationales

J.Boukraa

Dans le cadre de la clôture de la semaine scientifique organisée par l'académie algérienne des sciences et technologies, en partenariat avec l'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, une journée scientifique a été organisée jeudi sous le thème «les risques majeurs». Cette rencontre s'est inscrite dans une dynamique nationale visant à sensibiliser, échanger et anticiper les menaces naturelles et technologiques susceptibles d'affecter la sécurité des citoyens, l'environnement et le développement du pays. Lors de l'ouverture de la journée, le recteur de l'université, le professeur Ahmed Chaâlal, a exprimé sa fierté de voir son établissement accueillir un événement aussi stratégique, en soulignant l'importance de maintenir l'université comme un espace de débat scientifique sur les enjeux majeurs, notamment ceux liés aux catastrophes naturelles, aux risques climatiques et aux défis du développement durable.

Le président de l'Académie, le professeur Mohamed Hicham Kara, a quant à lui salué le succès de cette semaine scientifique, qui avait démarré à Alger le 19 avril avant de passer par Annaba et Biskra pour se conclure à Oran. Il a mis en lumière l'objectif principal de cette initiative : rapprocher la science des jeunes, encourager leur curiosité et les accompagner dans leur orientation universitaire et professionnelle. Dans son allocution, le wali d'Oran a souligné que le thème abordé revêt un intérêt particulier pour l'Etat algérien, et en particulier pour le

président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, du fait de son lien direct avec la sécurité des personnes, la stabilité du pays et la résilience économique. Le wali a rappelé que l'Algérie, comme de nombreux pays, reste exposée à plusieurs types de risques majeurs en raison de sa géographie et des phénomènes naturels, citant notamment les tremblements de terre, les inondations, les incendies de forêts, ainsi que les dangers industriels et climatiques. Il a également rappelé le cadre juridique de la prévention des catastrophes, à travers les décrets de 1985 et la loi 04-20 adoptée suite au séisme de Boumerdès en 2003, qui a introduit une véritable stratégie nationale de gestion des risques, intégrée à la politique de développement durable.

Le wali a insisté sur l'importance de la coordination entre les différents services de l'Etat, à travers des plans de secours structurés, mobilisant la protection civile, les collectivités locales et les services spécialisés pour une réponse rapide et efficace aux catastrophes potentielles. Parmi les principales mesures visant à éviter qu'un phénomène ne se transforme en catastrophe, figure le système national de gestion des risques, comprenant les secours d'urgence et les dispositifs structurels de prise en charge des catastrophes. Le wali a aussi salué les efforts de l'Académie, qui œuvre à renforcer les capacités technologiques du pays, exprimant le souhait que les travaux de cette rencontre débouchent sur des recommandations constructives, contribuant à renforcer la position de l'Algérie dans le domaine des sciences et des technologies.

## 115 millions de cts en faux billets de banque saisis et un faussaire arrêté



K. Assia

Un faussaire de monnaie nationale vient de tomber dans les filets des éléments de la 1<sup>ère</sup> circonscription de la police judiciaire de la sûreté d'Oran et un montant de 115 millions de centimes en faux billets de banque en coupure de 2.000 dinars a été saisi dans le cadre de cette affaire de trafic et de falsification de billets de banque.

En effet, l'enquête a été ouverte après des informations parvenues aux policiers indiquant qu'un individu s'adonne à la reproduction illégale de billets

de banque en se servant de son domicile comme lieu de trafic de monnaie nationale. Sur ce, des investigations approfondies sont lancées et une fois le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene avisé, les enquêteurs ont procédé à une perquisition et ont saisi une somme de 115 millions de centimes en fausse coupure de 2.000 dinars en plus de matériel utilisé dans la falsification. Cet argent devait être mis sur le marché, selon les services de la police.

Il a été présenté pour faux et usage de faux et placé sous mandat de dépôt.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Saïdi Abla, 74 ans, Es-Seddikia  
Gherib Nadia, 92 ans, El Mokrani  
Outase Brahim, 75 ans, El Hamri  
Adoud Abed, 12 ans, Oran

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

28 chouel 1446				
El Fedjr 04h44	Dohr 13h01	Assar 16h46	Maghreb 19h51	Icha 21h15





## Mascara

## Un chantier des places publiques ouvert au centre-ville



Belkecir Mohamed

Au centre ville, précisé ment au niveau de l'ancienne "Rekaba", les places publiques font l'objet de travaux de réhabilitation, perturbant la circulation piétonne. Ces espaces mitoyens, au nombre de six, étaient délaissés depuis des décennies sans aucun entretien ce dont a profité le commerce informel pour s'y installer durablement se répandant dans l'anarchie laissant

place à toute sorte de revendeurs et réparateurs ainsi que les extensions sauvages des terrasses de cafés. Ces places étaient dégradées par le temps et usées par les intempéries avec de vieux jets d'eau qui servaient plutôt de dépotoirs sans bénéficier d'aucune opération de remise en état.

Dans le cadre d'une mise en valeur de ces espaces, les autorités de wilaya, en inspectant ces sites allant de la

place Ibn Badis jusqu'à la place Naïmi en passant par quatre autres ont jugé opportun de les moderniser et de les rendre accessibles aux citoyens. Aussitôt dit aussitôt fait, ces parcelles sont devenues des chantiers où les engins des travaux publics s'attellent à débayer par un racleage des parterres où seront installées de nouvelles structures aptes à donner un autre visage au centre ville que les habitants attendent dans le cadre du développement local.

## Gaz : le taux de couverture atteindra les 90%

Quatre-vingt-quatre (84) logements situés dans les communes d'El Bordj et El Menaour ont été raccordés, jeudi, au réseau de distribution de gaz naturel, dans le cadre d'une visite d'inspection du wali Fouad Aïssi aux communes de la daïra d'El Bordj.

Cette opération a concerné les quartiers "Hilal Benomar", "Reffas Mohamed", "Gouair Goudjil" et "Les Martyrs" à El Bordj (56 logements), ainsi que 28 logements dans le hameau rural d'El Hattatba, à El Menaour.

Les travaux ont permis la réalisation de 3,5 km de réseau de distribution de gaz, pour un montant de 13,4 millions de dinars, financé dans le cadre du budget communal, selon les explications fournies par les responsables de la

direction régionale de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest.

Grâce à cette opération, le taux de raccordement au gaz naturel dans les zones urbaines et rurales des deux communes dépasse désormais les 65 %, selon la même source.

Par ailleurs, plus de 3.500 logements situés dans différents villages et zones rurales de la wilaya font actuellement l'objet de projets de raccordement au réseau de gaz naturel, dont les travaux avancent à un bon rythme, selon la direction de Sonelgaz. Le wali a indiqué, en marge de la cérémonie, que le taux de raccordement global au gaz naturel dans la wilaya dépasse actuellement les 70 %, grâce aux projets déjà réalisés, et que ce taux devra atteindre environ 90 % d'ici la fin de l'année pro-

chaine, une fois tous les projets de raccordement des zones secondaires et rurales achevés, dans le cadre des budgets communaux.

Lors de cette visite, le wali a également donné le coup d'envoi de 13 projets de développement dans les communes d'El Bordj, El Menaour et Khelouia, dans le cadre du programme communal de développement socio-économique pour l'année en cours.

Ces projets comprennent, entre autres, la réalisation de deux cantines scolaires aux écoles "Fares Boualem" et "El Bachir El Ibrahim" à El Bordj, des travaux d'aménagement urbain au village Ouled Bousseta (El Menaour), ainsi que la réalisation d'un chemin rural menant à la zone reculée de Khelouia, dans la commune éponyme.

Publicité

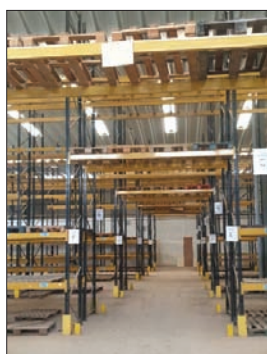
## Vend ensemble de rayonnages lourds

(Racking importation) : 12 m de haut / 650kg par m².

Disponible pour un espace de stockage de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658 54 00 45 / 0675 68.76.971



## Tiaret

## La lutte contre la toxicomanie mobilise

Un cycle de formation destiné à encadrer les acteurs de la société civile dans la lutte contre la dépendance aux drogues a été lancé, vendredi dans la wilaya de Tiaret, dans le cadre d'une caravane nationale organisée par l'Organisation nationale pour la préservation des valeurs de la société civile, a-t-on constaté.

Mme Djouher Hachemi, présidente de l'organisation initiatrice de cette activité, a indiqué en marge du lancement de la manifestation que "l'objectif de ces journées de formation est de fournir aux intervenants de terrain des méthodes et des démarches pratiques pour sortir notre jeunesse de ce fléau destructeur".

Elle a souligné que ces méthodes se résument en des techniques simples mais efficaces sur le terrain, notamment la patience, l'écoute attentive, la maîtrise des techniques d'orientation pour l'insertion sociale, en s'appuyant sur une connaissance préalable des mécanismes mis en place par l'Etat, en particulier les centres de

traitement des addictions et les dispositifs d'emploi.

Elle a également mis l'accent sur l'importance d'un discours optimiste, que ce soit lors des rencontres directes avec les jeunes ou via les réseaux sociaux, afin de contrer les campagnes de démoralisation menées par des parties hostiles à notre pays dans le but de détruire notre jeunesse.

Pour sa part, le directeur de la Jeunesse et des Sports, Omar Sellani, a présenté dans son intervention les principaux programmes adoptés par son secteur pour lutter contre la toxicomanie. Ceux-ci consistent à occuper les jeunes par des activités culturelles, récréatives et sportives dans les structures du secteur, en coopération avec d'autres départements tels que l'Education, l'Enseignement supérieur, la Formation professionnelle, la Culture et la Santé.

Il a précisé que ces actions complètent les efforts considérables des forces de sécurité, qui saisissent quotidiennement d'importantes quantités de drogues et de

psychotropes, appelant à soutenir ces efforts par l'adoption d'une culture de dénonciation que les cadres du secteur et les associations s'efforcent d'inculquer aux jeunes.

La première journée de cette manifestation a été marquée par plusieurs conférences sur les efforts de l'Etat pour lutter contre ce phénomène et les moyens d'y faire face, animées par des représentants de la Sureté nationale, de la Gendarmerie nationale et de la Caisse nationale des Assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS).

L'événement, organisé au Musée du Moudjahid, a attiré un nombre important d'associations de jeunesse, telles que la Ligue de wilaya pour les initiatives de la jeunesse, l'Association d'échange des jeunes de la commune de Oued Lili, l'Association Rawafid El Ibdaa, ainsi que les associations Nour, El Ibdaa pour les activités de jeunesse, les Scouts musulmans algériens et l'Association El Izdihar pour les activités de l'enfance et de la jeunesse.

## Dialecte et intelligence artificielle au menu

El-Houari Dilmli

Pour célébrer la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur et le mois du patrimoine, c'est dans un décor naturel splendide au haras national de Chaouchaoua, temple du noble équidé, qu'un public de bibliophiles a été convié, mercredi, à une conférence autour d'un ouvrage original : "le dialecte parlé tiarétien, sources et origines". En effet, intitulé "étymologie du dialecte tiarétien", du Dr Amari Malek, maître de conférence à la faculté des lettres et des langues de l'université "Ibn Khaldoun" de Tiaret, l'ouvrage, écrit en langue arabe, s'est intéressé de près aux origines de l'arabe parlé tiarétien et sa relation étymologique avec l'arabe littéraire, de la période de l'invasion espagnole jusqu'au colonialisme français en

passant par la période ottomane. Le conférencier a expliqué que cet ouvrage qui a nécessité plus de trois années de travail et de recherche académique, est destiné au public universitaire spécialisé mais aussi au large public tiarétien qui veut comprendre d'où vient l'origine des mots qu'il emploie tous les jours. Avec plus de 1500 mots disséqués, l'auteur du livre compte poursuivre son travail de recherche et éditer un second ouvrage prochainement.

Sujet d'actualité, une autre conférence des plus intéressantes a été donnée par le Dr Ait Yahia Abdellah autour de l'intelligence artificielle et les défis qu'elle pose à l'homme d'aujourd'hui. L'académicien, chargé d'un atelier pour enfants sur l'intelligence artificielle, à la bibliothèque centrale de lecture publique

"Mohamed El-Mili" de Tiaret, a mis en lumière ce qu'il a appelé le "côté positif" de l'IA et les multiples applications que l'on peut en tirer pour améliorer notre quotidien, notamment dans le domaine de la robotique intelligente, les jeux électroniques conçus par et pour les enfants algériens, du tourisme, de la gastronomie, de l'éducation, les arts et les métiers ou encore la préservation des sites historiques et archéologiques. Le bel après-midi a été agrémenté par des récitals poétiques, donnés par des bardes locaux, et la distribution de cartes d'artistes dont celle du photographe attiré, Mohamed Khalifa, déjà primé par la chaîne TV spécialisée "National Geographic" pour une photographie immortalisée sur le loup doré dans les forêts de Tiaret.

## El Bayadh

## De nouveaux projets lancés

La commune d'El Bayadh a bénéficié de plusieurs projets de développement dans divers secteurs, ayant fait l'objet d'une visite d'inspection, jeudi par le wali, Noureddine Belaribi.

Parmi ces projets figure la réalisation et l'équipement d'une polyclinique dans le quartier des 440 logements, dont les travaux sont en cours d'achèvement. Elle sera prochainement équipée en vue de sa mise en service le 5 juillet prochain, à l'occasion de la double Fête de l'Indépendance et de la jeunesse.

A cette occasion, le coup d'envoi du projet de réalisation d'un laboratoire vétérinaire de

wilaya, relevant du secteur de l'agriculture, a également été donné. Ce projet bénéficie d'une enveloppe de plus de 103 millions de dinars et devra être achevé dans un délai de huit mois.

Les travaux d'aménagement urbain du quartier des 150 logements sur la route de Rogassa ont aussi été lancés, dans le cadre des programmes d'amélioration urbaine dont bénéficie le chef-lieu de la wilaya. Une opération similaire concernant la deuxième tranche des travaux d'aménagement des quartiers Ouled Yahia 2 et Abdelhak Benhammouda démarrera dans les prochains jours.

Le wali a également donné le coup d'envoi des travaux de raccordement des cinq nouveaux ponts de la ville d'El Bayadh au réseau routier avoisinant, et a procédé à l'inauguration du bureau de poste "Toumi Mohamed", récemment rénové.

Par ailleurs, plusieurs institutions et administrations publiques ont été renforcées par des équipements techniques importants, notamment l'Office national de l'assainissement, l'unité de l'Algérienne des Eaux et la Protection civile. Ces équipements comprennent des camions, des engins de forage et de chargement, ainsi que des pompes.



# Les pays en développement peuvent être à la pointe de l’innovation médicale

**KUALA LUMPUR -** La collaboration fructueuse entre les ministères de la Santé de Malaisie et de Thaïlande, les partenaires industriels d’Égypte et de Malaisie et l’initiative Médicaments contre les maladies négligées (DNDi) a constitué une étape importante en permettant la mise sur le marché un nouveau médicament antiviral contre l’hépatite C – le Ravidasvir – en 2022.



PAR MUHAMMAD RADZI  
ABU HASSAN

Directeur général de la santé de Malaisie

Pendant des années, un traitement de 12 semaines à base de Sofosbuvir coûtait entre 70 000 et 80 000 dollars, ce qui le mettait hors de portée de nombreuses personnes dans les pays du Sud. Mais le Ravidasvir – une alternative sûre et efficace – coûte beaucoup moins cher, en moyenne moins de 500 dollars par traitement.

Ce type de coopération Sud-Sud pourrait servir de modèle aux pays en développement où des maladies sont endémiques, en montrant comment l’action collective peut les aider à relever les défis sanitaires et à promouvoir l’innovation médicale. En tant que présidente de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (Anase) cette année, la Malaisie prévoit de faire avancer le programme de recherche collaborative et axée sur les besoins, et de favoriser le développement de thérapies et de diagnostics dans les pays du Sud.

Le succès du Ravidasvir dépend de plusieurs facteurs. Tout d’abord, la DNDi a travaillé avec un fabricant de médicaments égyptien pour développer la molécule, qui était à l’origine produite aux États-Unis mais négligée par les grandes entreprises pharmaceutiques. Ensuite, une fois qu’il est apparu clairement que cette initiative de R&D produirait un traitement indépendant et abordable pour l’hépatite C, le ministère de la Santé de Malaisie (où je suis directeur général de la santé), en collaboration avec la direction de la DNDi en Asie du Sud-Est, a conçu une stratégie d’accès agressive basée sur la concurrence du marché, faisant baisser les prix de trois options de traitement. Tout au long du processus, les partenaires du Sud ont été aux commandes.

Ce sentiment d’appartenance a suscité une multitude d’activités en Malaisie, ce qui a finalement permis d’abaisser les barrières entre des services gouvernementaux cloisonnés et de dissiper les idées reçues. Par exemple, notre autorité réglementaire a été la première à enregistrer l’association du ravidasvir et du sofosbuvir sans l’approbation d’une autorité réglementaire stricte. Pharmaniaga, un fabricant malaisien de médicaments génériques, a soutenu ces efforts en relevant le défi de préparer un dossier d’enregistrement pour une nouvelle substance chimique.

Le ministère malaisien de la Santé a continué à faire progresser cette option thérapeutique. En février, il a dévoilé les résultats d’un essai clinique montrant qu’un traitement plus court (huit semaines au lieu de douze) par Sofobusvir-Ravidasvir n’était pas moins efficace chez les patients atteints d’hépatite C non cirrhotiques. Il s’agit d’une grande victoire pour les personnes vivant avec la maladie dans les pays du Sud, car cela permet de réduire encore davantage le coût thérapeutique et d’améliorer l’observance du traitement par les patients.

Si le fait de rendre le traitement abordable et accessible constitue une étape importante vers l’élimination de l’hépatite C, il faut faire de même pour les outils de diagnostic. Les tests traditionnels en laboratoire sont coûteux et posent des problèmes logistiques pour les programmes de dépistage de masse dans toute l’Asie du Sud-Est. Au lieu d’attendre que les pays à revenu élevé développent des solutions, les pays du Sud devraient toutefois prendre l’initiative d’innover en matière de diagnostics sur le lieu de soins, qui soient peu coûteux et évolutifs.

La pandémie de Covid-19 a révélé la fragilité des chaînes mondiales d’approvisionnement médical et les limites de la solidarité entre les pays face à une crise sanitaire. La réticence du Nord à partager les vaccins, les tests, les équipements de protection individuelle et les produits thérapeutiques a alimenté la mentalité du « chacun pour soi ». En conséquence, une crise de crédibilité s’est emparée du système de santé mondial, exacerbée par un déficit de financement croissant, dû en grande partie au retrait récent des États-Unis de l’Organisation mondiale de la santé (OMS). La nécessité de nouveaux modèles n’a jamais été aussi évidente.

## L’action climatique exige un allègement de la dette

**WASHINGTON, DC -** Les turbulences économiques mondiales actuelles ne concernent pas seulement le commerce. En cette semaine de rassemblement des ministres des Finances du G20 à Washington, dans le cadre des réunions annuelles de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, met en garde sur les graves menaces que l’incertitude économique et les tensions sur les marchés financiers font peser sur les pays en voie de développement.



PAR VERA SONGWÉ\*  
ET MORITZ KRAEMER\*\*



\*Ancienne sous-secrétaire générale des Nations Unies, est fondatrice et présidente de la Facilité de liquidité et de soutenabilité, et coprésidente de l’Examen d’experts sur la dette, la nature et le climat.

\*\*Ancien responsable mondial des notations chez S&P Global, est économiste en chef à la LBBW Bank, et coprésident de l’Examen d’experts sur la dette, la nature et le climat.

Le danger est particulièrement sérieux pour les économies très endettées, qui sont désormais confrontées à des perspectives de plus faible croissance, ainsi qu’à une réduction du soutien financier de la part des États-Unis et d’autres pays donateurs. Au mois de février, le FMI a estimé que près de la moitié des pays à revenu faible risquaient de se retrouver en situation de surendettement, potentiellement dans l’incapacité d’honorer leurs obligations de remboursement, et l’on peut s’attendre à ce que cette proportion augmente à mesure de la dégradation de la situation.

Cette crise est d’autant plus complexe que les pays les plus pauvres de la planète – notamment les petits États insulaires en voie de développement – sont particulièrement vulnérables face au changement climatique et à la perte de biodiversité. Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les ouragans, les sécheresses et les inondations peuvent y anéantir des infrastructures essentielles et paralyser la production agricole en un instant, tandis que les évolutions plus lentes telles que l’augmentation des températures et la modification des régimes pluviométriques nécessitent des mesures d’adaptation continues et coûteuses.

Les crises de la dette et du climat sont étroitement liées. De plus en plus de fonds publics étant consacrés à l’aide d’urgence et à la reconstruction après les catastrophes, les ressources disponibles pour l’adaptation au climat, la préservation de la nature et les investissements à long terme sont de plus en plus limitées. Cette situation accentue la vulnérabilité, fragilise les perspectives de croissance, et fait grimper les coûts d’em-

prunt, ce qui réduit encore davantage la marge de manœuvre budgétaire, dans un redoutable cercle vicieux.

Il peut en être autrement. Au cours de l’année écoulée, nous avons coprésidé l’Examen d’experts sur la dette, la nature et le climat, une initiative lancée par les gouvernements de Colombie, du Kenya, de France et d’Allemagne. Dans notre rapport final, intitulé « Une dette saine pour une planète saine », nous décrivons plusieurs mesures que les économies émergentes et en voie de développement peuvent prendre pour se libérer du piège de la dette, de celui du climat, ainsi que pour s’orienter vers un cercle vertueux de croissance faiblement émettrice de carbone, résiliente face au changement climatique, et positive pour la nature.

Premièrement, les considérations relatives au climat et à la nature doivent être intégrées dans les analyses macroéconomiques et budgétaires, un impératif particulièrement essentiel dans les cadres de viabilité de la dette qu’utilisent le FMI et la Banque mondiale pour évaluer la santé budgétaire des pays en voie de développement. Bien que ces deux institutions aient réalisé certains progrès ces dernières années, il reste encore beaucoup à accomplir pour faire en sorte que ces cadres tiennent pleinement compte des risques liés au climat.

Il est tout aussi important que ces évaluations reconnaissent non seulement les risques que représente le changement climatique, mais également les avantages économiques liés à l’investissement dans la résilience. La valeur de ces avantages – notamment leur potentiel de soutien à la croissance à moyen terme, ainsi que de réduction des risques financiers pour un État – doit être correctement reflétée dans les modèles économiques et financiers, afin d’encourager les gouvernements à agir.

Deuxièmement, de nombreux pays en voie de développement ont besoin d’aide pour alléger le poids de leur dette. Certains se trouvent d’ores et déjà en situation de surendettement, tandis que d’autres souffrent de problèmes de liquidité. Notre rapport propose de nouveaux mécanismes de restructuration et de refinancement de la dette, en échange d’investissements dans des projets d’adaptation au climat et de préservation de la nature, propices à une croissance durable. Pays emprunteurs, principaux créanciers mondiaux, FMI et banques multilatérales de développement (BMD) doivent tous plaider en faveur de ces solutions.

Troisièmement, les approches qui ont fait leurs preuves face aux risques liés à la dette, à la nature et au climat doivent être adoptées à plus grande échelle, par exemple les clauses de contingence consistant dans les contrats de dette à suspendre

Conscients de la nécessité d’une plus grande résilience régionale, les pays d’Asie du Sud-Est se sont montrés de plus en plus disposés à soutenir les essais cliniques et à stimuler la fabrication locale de dispositifs médicaux et de produits pharmaceutiques. La Malaisie a joué un rôle central dans ces efforts. En juillet 2024, le gouvernement malaisien a organisé un atelier avec l’Académie des sciences médicales du Royaume-Uni afin d’explorer les stratégies permettant d’améliorer l’accès aux diagnostics et aux traitements dans la région. Les participants à l’atelier ont recommandé d’établir un partenariat de développement de produits pour favoriser la collaboration entre les gouvernements, les universités et l’industrie.

En mai, Clinical Research Malaysia, un organisme de gestion de la recherche relevant du ministère de la Santé qui s’est attaché à renforcer les capacités en matière d’essais cliniques dans tout le pays – y compris pour les premières études de phase 1 sur l’homme – organisera la CRM Trial Connect. Axée sur l’accélération des essais cliniques en Asie, la conférence réunira plus de 1 000 universitaires, chercheurs cliniciens, chefs d’entreprise et décideurs politiques de toute la région.

En tant que présidente en exercice de l’Anase, la Malaisie est également bien placée pour engager un dialogue avec des partenaires régionaux et internationaux sur la manière de relever les défis sanitaires du Sud global. Le sommet Anase-Conseil de coopération du Golfe-Chine prévu en mai sera l’occasion d’étudier les moyens de renforcer la collaboration Sud-Sud, notamment en ce qui concerne les transferts de connaissances et de technologies et l’accès à l’innovation médicale.

La mise au point du Ravidasvir montre comment la collaboration régionale et des investissements ciblés peuvent déboucher sur des innovations médicales abordables, qui viennent s’ajouter à un ensemble croissant de stratégies visant à améliorer l’accès aux produits thérapeutiques et diagnostiques dans les pays du Sud.

Si ces pays acceptent d’agir collectivement, ils pourront probablement répéter ce succès pour un large éventail de maladies négligées et non transmissibles – et s’approprier un processus longtemps dominé par le Nord.

les remboursements au lendemain d’une catastrophe naturelle, et diverses formes de financements liés à la durabilité. Bien que les swaps dette-climat et dette-nature ne soient pas encore adaptables à grande échelle en raison d’un manque d’harmonisation, ils confèrent des financements vitaux à un certain nombre d’initiatives environnementales, démontrant ainsi leur valeur, et justifiant un plus grand soutien.

De manière plus générale, il est nécessaire que les BMD augmentent significativement leurs prêts en soutien d’une croissance faiblement émettrice de carbone, résiliente face au climat, et positive pour la nature. Bien que des discussions soient en cours autour d’une indispensable recapitalisation, l’optimisation des bilans des BMD reste le moyen le plus efficace de mettre à profit les rares ressources publiques, et d’accélérer le développement durable.

Enfin, nous appelons dans notre rapport à la création de nouveaux instruments de financement visant à mobiliser des capitaux privés pour l’atténuation du changement climatique et l’adaptation à ses effets. Nous proposons par exemple la création d’une Facilité de financement contre le changement climatique (F2C2) – un véhicule spécifiquement conçu pour l’émission d’obligations vertes garanties par les engagements futurs des donateurs. Le produit de ces obligations serait principalement affecté à des investissements visant à atténuer les effets du changement climatique dans les pays en voie de développement. En cas de succès, la F2C2 pourrait permettre de débloquer jusqu’à 1 000 milliards \$ de financements privés.

Nous proposons également un nouveau type d’instrument de type capitaux propres pour financer des infrastructures résilientes face au climat. Les investissements dans les digues, les dispositifs de protection contre les inondations, et autres systèmes de cette nature peuvent significativement réduire les coûts de l’aide et de la reconstruction après les catastrophes. En tant que premiers bénéficiaires, les compagnies d’assurance doivent collaborer avec les banques multilatérales de développement pour mettre au point un instrument permettant de traduire ces économies en rendements pour les investisseurs.

Toutes ces propositions sont concrètes et applicables. Combinées à une assistance technique et à un soutien politique, elles pourraient considérablement améliorer les perspectives de croissance des pays en voie de développement confrontés aux risques liés à la dette et au climat. Une gestion durable de la dette sur le plan budgétaire et environnemental est non seulement possible, mais également indispensable pour préserver la croissance mondiale, ce qui s’inscrit dans l’intérêt de tous les États, pas uniquement des plus pauvres.



# L'Amérique est en train de devenir le plus grand paradis fiscal au monde

**NEW YORK -** Sous l'impulsion de Donald Trump, les États-Unis se rapprochent aujourd'hui rapidement du statut de plus grand paradis fiscal de l'histoire.



PAR JOSEPH E. STIGLITZ

**Ancien économiste en chef de la Banque mondiale, et ancien président du Comité des conseillers économiques du président des États-Unis, est professeur à l'Université de Columbia. Lauréat du prix Nobel d'économie, il est l'auteur d'un récent ouvrage intitulé *The Road to Freedom: Economics and the Good Society* (W. W. Norton & Company, Allen Lane, 2024).**

Il suffit d'observer la décision du département du Trésor de se retirer du système de transparence consistant à communiquer l'identité réelle des propriétaires d'entreprise, le choix de l'administration américaine de quitter la table des négociations relatives à l'établissement d'une Convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale, son refus de faire appliquer la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger, ou encore ses mesures de déréglementation massive des cryptomonnaies.

Cette évolution semble s'inscrire dans une plus large stratégie consistant à anéantir 250 ans de garde-fous institutionnels. L'administration Trump viole les traités internationaux, ignore les conflits d'intérêts, démantèle les contre-pouvoirs, et s'empare de fonds alloués par le Congrès. Cette administration ne débat pas des politiques publiques ; elle piétine l'État de droit.

Trump affectionne néanmoins une taxe en particulier : les droits de douane à l'importation.

Le président américain semble croire que les étrangers paieront la facture des baisses d'impôts pour les milliardaires, et que les droits de douane permettront d'en finir avec les déficits commerciaux tout en rapatriant le secteur manufacturier aux États-Unis. Peu lui importe que ces droits de douane soient payés par les importateurs, qu'ils fassent grimper les prix aux États-Unis, et qu'ils soient prélevés au pire moment possible, précisément alors que le pays se relève d'un épisode inflationniste.

Par ailleurs, comme le démontre la macroéconomie la plus élémentaire, les déficits commerciaux

multilatéraux témoignent d'une disparité entre l'épargne et l'investissement sur le plan intérieur. Les réductions d'impôts accordées par Trump aux milliardaires ne feront que creuser cet écart, les déficits pesant sur l'épargne nationale. C'est ainsi que les politiques de type baisses d'impôts pour les milliardaires et les grandes entreprises conduisent de manière ironique à une *augmentation* du déficit commercial.

Depuis Ronald Reagan, les conservateurs prétendent que les réductions d'impôts s'autofinancent en stimulant la croissance économique. Or, cela ne s'est pas concrétisé sous Reagan, ni au cours du premier mandat de Trump. Les recherches empiriques confirment que les baisses d'impôts pour les plus fortunés ne produisent aucun impact mesurable sur la croissance économique et l'emploi, mais qu'elles conduisent en revanche au creusement des inégalités de revenus. La proposition de prolongation de la loi de 2017 sur les réductions d'impôts et l'emploi – plus grand cadeau fiscal offert aux grandes entreprises dans l'histoire des États-Unis – viendrait alourdir d'environ 37 000 milliards \$ la dette nationale américaine au cours des 30 prochaines années, sans conférer l'impulsion économique promise.

Trump aggrave également le déficit commercial au niveau microéconomique. Les États-Unis sont devenus une économie de services. Parmi les principales exportations de cette économie figurent le tourisme, l'éducation et la santé, autant de secteurs que Trump ne cesse de mettre à mal. Quel touriste, quel étudiant ou quel patient souhaiterait se rendre aux États-Unis tout en sachant qu'il risque d'être arrêté et détenu arbitrairement durant plusieurs semaines ? Les assauts contre les principales institutions d'enseignement, l'annulation discrétionnaire des visas d'étudiants, et le démantèlement de la recherche scientifique aux États-Unis assombrissent profondément les perspectives de ces secteurs essentiels.

L'approche stratégiquement malavisée de Trump se retourne d'ores et déjà contre lui. La Chine est l'un des principaux partenaires commerciaux des États-Unis, qui dépendent d'elle pour un certain nombre d'importations essentielles.

Pékin n'a pas tardé à prendre des mesures de rétorsion. La crainte d'une stagflation – inflation plus élevée et croissance stagnante – agite les marchés boursiers et obligataires, et cela ne fait que commencer.

Le département de l'efficacité gouvernementale confié à Elon Musk pourrait faire chuter de

plus de 10 % les recettes fiscales cette année, en raison de l'affaiblissement de l'application et du respect des lois. La suppression de quelque 50 000 postes au sein de l'IRS se traduirait par un manque à gagner de 2 400 milliards \$ de recettes au cours des dix prochaines années, alors que les dispositions de la loi sur la réduction de l'inflation consistant à renforcer les effectifs de l'IRS prévoyaient une augmentation de 637 milliards \$. L'objectif poursuivi ne fait aucun doute : non seulement réduire les impôts pour les plus fortunés, mais également fragiliser l'application des lois.

Dans un monde au sein duquel les capitaux et les riches individus peuvent franchir librement les frontières, la coopération internationale constitue le *seul* moyen pour les États de veiller à ce que les sociétés multinationales et les ultrariches soient imposés équitablement.

Dans ce contexte, la suspension de l'application de la collecte de données relatives aux bénéficiaires effectifs, le fait de tolérer des marchés cryptographiques qui favorisent l'anonymat, ou encore l'abandon du processus de conclusion d'une nouvelle convention fiscale des Nations Unies et d'un impôt minimum mondial révèlent un schéma délibéré : le démantèlement des cadres multilatéraux conçus pour lutter contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. Quant à la « pause » instaurée dans l'application de la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger, elle illustre désormais un désintérêt pur et simple du gouvernement américain pour ce qui concerne la corruption et les malversations.

Nous assistons manifestement à une tentative de Trump, de Musk et de leurs acolytes milliardaires visant à forger un capitalisme calqué sur les zones de non-droit des territoires offshore. Il ne s'agit pas seulement d'une révolte fiscale, mais d'une attaque en règle contre toute loi susceptible de menacer l'accumulation extrême de richesse et de pouvoir.

C'est dans l'affection que ces protagonistes vouent aux cryptomonnaies que nous l'observons particulièrement.

La prolifération des plateformes d'échange de cryptomonnaies, des casinos en ligne et des sites de paris non réglementés stimule l'économie illicite à l'échelle mondiale. Sous Trump, le département du Trésor a levé les sanctions et les réglementations pour un certain nombre de plateformes axées sur l'opacité des transactions. Le président américain est allé jusqu'à signer un décret consistant à établir une « réserve stratégique de cryptomonnaies », organisant également le tout premier sommet sur les cryptomonnaies au sein de la Maison-Blanche. Le Sénat américain lui a emboîté le

pas en supprimant une disposition qui aurait imposé aux plateformes de cryptomonnaies d'identifier et de signaler les utilisateurs.

Trump, qui a lui-même lancé un memecoin controversé, et qui pourrait bientôt sortir un jeu vidéo crypto inspiré du « Monopoly », a désormais installé un insider du monde des cryptomonnaies à la tête de la Securities and Exchange Commission. Paul Atkins est en effet membre d'un groupe politique qui défend les cryptoactifs et les systèmes financiers non bancaires.

Les cryptomonnaies n'ont qu'un seul but : le secret. Des monnaies telles que le dollar, le yen, l'euro et plusieurs autres fonctionnent parfaitement. Nous disposons également de plateformes efficaces pour l'achat de biens et de services. La demande relative aux cryptomonnaies provient du désir de dissimuler de l'argent. Les individus impliqués dans des activités répréhensibles, notamment dans le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale, ne souhaitent pas que leurs méfaits soient facilement traçables.

Le reste du monde ne doit pas rester les bras croisés. Nous le savons désormais, la coopération mondiale peut fonctionner, comme l'illustre l'impôt minimum mondial de 15 % sur les profits des multinationales, que plus de 50 pays mettent actuellement en place. Au sein du G20, le consensus atteint l'an dernier sous le leadership du Brésil appelle les ultra-riches à honorer leur juste part de contribution.

Si les États-Unis ont pris leurs distances par rapport aux accords internationaux, leur absence en matière diplomatique pourrait paradoxalement contribuer au renforcement de négociations multilatérales visant un résultat plus ambitieux. Par le passé, les États-Unis exigeaient qu'un accord voie sa portée réduite (généralement au profit de tel ou tel intérêt particulier), et refusaient finalement de le signer. C'est ce qui s'est passé lors des négociations de l'OCDE sur l'imposition des sociétés multinationales. Aujourd'hui, le reste du monde peut travailler à la conception d'une architecture fiscale mondiale juste et efficace.

La lutte contre les inégalités extrêmes au travers de la coopération internationale et d'institutions inclusives constitue la véritable alternative à la montée de l'autoritarisme. L'isolement des États-Unis crée une opportunité de reconstruction de la mondialisation sur des bases réellement multilatérales, grâce aux efforts d'un « G moins 1 » pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

## Une société sans charité est vouée à l'échec

**ROME -** Chaque année à Pâques, les chrétiens se souviennent que lors de la dernière Cène, à la veille de la crucifixion de Jésus, l'espoir semblait perdu. La plupart des amis les plus proches de Jésus étaient sur le point de le renier et de l'abandonner. Tout ce qui l'attendait, c'était la torture et une mort atroce.



PAR TIMOTHY RADCLIFFE

**Premier Anglais à être élu maître de l'Ordre dominicain mondial en 800 ans d'histoire, a été nommé cardinal par le pape François le 9 décembre 2024.**

Dans ce moment de désespoir, Jésus s'est cependant offert à tous, en donnant du pain aux disciples et en disant : « Ceci est mon corps donné pour vous ». Cet acte d'espérance s'est prolongé jusqu'au matin de Pâques, lorsque la vie a triomphé de la mort, l'amour de la haine et le don divin de la main de l'homme.

Alors que nous pleurons la mort du pape François, notre espoir, en ce dimanche de Pâques, est que même les plus petits actes de bonté peuvent porter des fruits au-delà de notre imagination. Souvenons-nous que face à 5 000 personnes affamées, les disciples n'ont pu rassembler que cinq pains et deux poissons. Mais cela a suffi pour nourrir tout le monde, avec la bénédiction du maître de la moisson.

Notre monde est en proie à la pauvreté et à la violence – des problèmes qui semblent impossibles à résoudre – à une époque où l'ordre mondial de l'après-guerre risque de s'effondrer. Les organisations caritatives chrétiennes – Catholic Relief Services, World Vision, Samaritan's Purse et Jesuit Refugee Service, pour n'en citer que quelques-unes – jouent un rôle admirable dans l'atténuation de ces souffrances. Alors que tant de personnes n'ont aucun espoir pour l'avenir, les efforts de ces organisations caritatives aux États-Unis et dans le monde sont fondamentaux pour notre foi.

Ce rôle deviendra encore plus important dans les années à venir, car les grandes économies réduisent leurs budgets d'aide à l'étranger, infligeant de profonds dommages aux personnes vulnérables, chacune d'entre elles étant créée à l'image de Dieu. La nouvelle initiative de suivi numérique de l'université de Boston estime que le gel quasi total du financement et de la programmation de l'aide étrangère des États-Unis depuis janvier a déjà entraîné la mort de plus de 68 000 adultes et de plus de 142 000 enfants.

Le judaïsme et l'islam insistent également sur le fait que la charité est un élément essentiel de la vie de foi, et non une option facultative. Le mot « charité » vient du latin caritas, qui signifie « amour ». En ce sens, les œuvres caritatives expriment ce qui est fondamental pour notre dignité

humaine : la capacité de donner librement et de recevoir des cadeaux sans honte.

Il est vrai que certaines aides peuvent être condescendantes et humiliantes, enfermant les personnes dans une culture de la dépendance. Mais ce n'est pas ainsi que travaillent la plupart de ces organisations caritatives. Au contraire, elles reconnaissent que les plus vulnérables et les plus fragiles d'entre nous témoignent d'aspects souvent oubliés de la dignité humaine : la résilience, la solidarité, la dépendance mutuelle, la confiance en Dieu et en l'autre, et la gratitude. Jésus dit que quiconque tend la main à « l'un de ces plus petits » la lui tend à lui.

Se détourner des plus pauvres, c'est rejeter Dieu. Avant tout, l'aide soutient la vie familiale, en particulier les femmes et les enfants qu'il devrait être impensable d'abandonner. Nikolai Berdyaev, philosophe existentialiste russe, a écrit : « Le pain pour moi est une question matérielle ; le pain pour mon prochain est une question spirituelle ». Pour les chrétiens, l'acte ultime de don est illustré par le sang versé par le Christ sur la croix. Pour nous tous, religieux ou non, la charité est le sang qui donne la vie, qui circule dans le corps de la société, nourrissant la vie par sa bonté.

Dans ce contexte, les récentes informations publiées par Reuters, Bloomberg, le New York

Times et le Financial Times, selon lesquelles le gouvernement américain pourrait imposer de nouvelles restrictions aux dons caritatifs, sont profondément inquiétantes.

La capacité des organisations caritatives, des bailleurs de fonds et des organismes philanthropiques à fonctionner et à apporter leur soutien sans entrave aux États-Unis et dans le monde est vitale non seulement pour ceux qui bénéficient de l'aide, mais aussi pour ceux qui la donnent. Une société dans laquelle les dons caritatifs sont délibérément restreints serait elle-même condamnée à la pauvreté, tant financière que morale.

Le pape François a consacré sa vie à servir les pauvres et à lutter contre l'injustice. Son dernier message de Pâques Urbi et Orbi mérite réflexion : « Je lance un appel à tous ceux qui exercent des responsabilités politiques dans notre monde pour qu'ils ne cèdent pas à la logique de la peur, qui ne conduit qu'à l'isolement des autres, mais qu'ils utilisent plutôt les ressources disponibles pour aider les nécessiteux, lutter contre la faim et encourager les initiatives qui favorisent le développement. »

L'espérance, la foi et la charité sont les vertus fondamentales du christianisme. Bien que beaucoup d'entre nous aient manqué d'espoir à Pâques, notre foi reste forte, tout comme notre engagement commun en faveur de la charité.



## Coupe de la CAF: Aujourd'hui à 17h00: CS Constantine-RS Berkane Les Sanafirs pour écrire l'histoire



M. Zeggai

Le CS Constantine parviendra-t-il à créer la surprise, cet après-midi, face au RS Berkane ? La mission des nôtres s'annonce extrêmement difficile en raison de la lourde concédée au match-aller, mais pour une question de prestige les 'Vert et Noir' sont appelés à se racheter de la désillusion de la première. Les Constantinois devront se surpasser pour prouver que l'écrasante défaite essuyée à Berkane n'est qu'un accident de parcours.

L'enjeu est de taille pour les deux formations puisqu'il s'agit d'un billet en finale. Kheir Eddine Madaoui, le coach, et ses joueurs sont conscients de l'importance du match. La tâche s'annonce difficile pour le CSC, qui devra impérativement inverser la tendance et remonter l'handicap de quatre buts. Psychologiquement, nos représentants sont-ils prêts

pour atteindre l'objectif recherché et répondre à l'attente du public algérien ? Réponse après le match. Le soutien indéfectible du public constantinois pourrait être un facteur déterminant dans la motivation des joueurs d'autant plus que la rencontre se jouera à guichets fermés. Le stade Chahid Hamlaoui connaîtra, cet après-midi, une ambiance des grands jours pour pousser les joueurs à aller vers l'avant sans aucune pression inutile, car il s'agit là que d'un match de football.

Décrocher l'exploit, tel est le leitmotiv des joueurs du Chabab face à un adversaire, bien affûté à ce genre de situations. Il est difficile, très difficile de se prononcer sur l'issue de cette rencontre. Sur le plan de gestion tactique, les Marocains, forts de leur avance de quatre buts, entameront la partie avec prudence pour éviter d'encaisser le fameux premier but et mettre l'adversaire en doute.

Le sang froid, le calme et la concentration pourraient constituer les armes nécessaires pour permettre au CSC de renverser la vapeur. Pour cela, il faudra minimiser au maximum les erreurs car au match-aller, ce n'est pas le RS Berkane qui était trop fort, mais il a grandement exploité les errements défensifs du Chabab. Ce qui explique la largesse du score d'ailleurs. C'est certain que le coach Kheir Eddine Madoui a tiré les enseignements nécessaires pour préparer son plan de jeu et choisir le profil de joueurs qui correspond à son projet de jeu, lors de ce derby. Un derby qui s'annonce très disputé entre une équipe du CSC qui veut écrire l'histoire et prouver que tout est possible en football et une autre, celle du RS Berkane, qui veut confirmer son statut de favori. Entre les ambitions des uns et des autres, c'est l'indécision qui plane en attendant la réalité du terrain.

## Qualifs Mondial féminin U17 Les Algériennes éliminées

La sélection algérienne féminine de football des moins de 17 ans (U17) a tenu tête, vendredi soir au stade Mustapha Tchaker de Blida, à une redoutable formation nigérienne en décrochant le match nul (0-0), dans le cadre du troisième et dernier tour des éliminatoires de la Coupe du Monde U17 2025. Malgré l'élimination suite au revers (4-0) subi

à l'aller à Lagos, les Algériennes ont livré une prestation courageuse et appliquée qui mérite le respect, précise la FAF. Sous la houlette du sélectionneur, Abdenour Mira, les Vertes peuvent être fières de leur parcours. Pour la première fois de leur histoire, elles ont atteint ce stade avancé des éliminatoires, signe d'une progression encourageante pour l'avenir du

football féminin en Algérie, a-t-on ajouté sur le communiqué de la FAF. L'Afrique sera représentée au Mondial par quatre sélections, plus le pays organisateur. La dernière édition de la Coupe du monde des U17, disputée en République dominicaine, avait été remportée par la Corée du Nord en 2024, aux dépens de l'Espagne (1-1, aux t.a.b : 4-3).

## Judo / Championnats d'Afrique individuels (1ère journée) Sept médailles pour nos internationaux

Les judokas algériens ont remporté sept médailles (2 argent, 5 bronze) à l'issue des combats de la première journée Championnats d'Afrique individuels, disputés à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Les médailles en argent ont été obtenues par Houria Kaddour (-48 kg) battue en finale par la Tunisienne Oumaima Bedioui et Faiza Aïssahine (-52 kg), qui s'est inclinée face à Soumaya

Iraoui. Toujours dans le tableau féminin, Khadidja Bekheira (-57 kg) et Amina Belkadi (-63 kg) se sont adjugées les médailles de bronze en s'imposant, respectivement, devant la Sud-Africaine Donne Breytenbach et l'Égyptienne Habiba Hussein. Les autres breloques en bronze ont été l'œuvre des judokas Rachid Cherrad (-66 kg), vainqueur en match de classement contre l'Ivoirien Is-

mael Alhassane, Ahmed Mehibel (-73 kg), qui a battu le Camerounais Enzy Kom Teddy et Dris Messaoud (-73 kg), qui s'est imposé devant le Gambien Faya Njie (Gambie). Dix-sept judokas (neuf messieurs et huit dames) représentent l'Algérie aux Championnats d'Afrique Individuels (25-26 avril en Côte d'Ivoire), qui regroupe 203 judokas (114 messieurs et 89 dames), représentant 25 pays.

## Ligue 1 (24e Journée) L'US Biskra s'enfonce, le MCO respire

Le MC Oran a réalisé une bonne opération dans l'optique du maintien, en s'imposant à domicile face à l'Olympique Akbou, alors que la lanterne rouge l'US Biskra s'enfonce davantage, en concédant l'égalisation dans le temps additionnel en déplacement face à l'ASO Chlef, lors de cette deuxième partie de la 24e journée. Dans son antre d'Ahmed Zabana, les Oranais ont dû attendre la seconde période pour remporter une précieuse victoire, face à un concurrent direct pour le maintien. Le MCO a trouvé la faille, sur un penalty transformé par Dahar à la 53'. Il s'agit d'un coup d'arrêt pour le club akbouzien, qui restait sur une victoire et deux nuls. A l'issue de cette victoire, les Oranais du Mou-

loudia remontent à la 10e place au classement avec 27 points, alors que l'O.Akbou stagne provisoirement à la 12e place, en compagnie de l'USM Khenchela, avec 25 points chacun. A noter que ce match a connu quelques incidents suite aux contestations énergiques des visiteurs. Au stade Mohamed Boumezrag de Chlef, l'USB a raté l'occasion d'empocher trois points précieux, dans l'optique du maintien. Pourtant, les gars des «Ziban» ont ouvert le score grâce au buteur maison Saâd, en début de la seconde période (57'). Alors que les Biskris croyaient tenir un succès précieux, l'attaquant chélifien le Togolais Avotor, a surgi dans le temps additionnel (90'+5') pour arracher le point du nul, et

éviter à son équipe une troisième défaite de suite. Si l'USB reste scotchée à la position de lanterne rouge (16e, 20 pts), l'ASO remonte provisoirement à la 8e place avec 29 unités, et un match en retard à disputer mercredi en déplacement face à l'USM Alger. En ouverture de cette 24e journée, le Paradou AC et l'ES Sétif, se sont neutralisées au stade Nelson-Mandela de Baraki. Le PAC a terminé la partie en infériorité numérique, après l'expulsion du milieu de terrain Yettou à la 74'. Après ce nul, le PAC qui aligne un quatrième match sans victoire, stagne à la 7e place au tableau avec 32 points, alors que l'Entente occupe la quatrième position avec 35 unités, et revient provisoirement à cinq points du podium.

## Ligue 2 (28e journée) L'ASMO, le SKAF et le RCA en danger

La 28e journée du championnat de Ligue 2 groupe Centre-Ouest, prévue aujourd'hui à partir de 16 h 00 pourrait être décisive, l'ES Ben Aknoun, qui tentera d'acter son retour parmi l'élite face à un adversaire menacé par la relégation, le RC Arbaâ. L'Etoile Sportive de Ben Aknoun compte bien venir à bout de son adversaire du jour pour valider officiellement son retour en Ligue 1 professionnelle, un an après l'avoir quittée. Les hommes de Mohamed Manaâ accueilleront le RC Arbaâ, toujours en danger, à seulement quatre unités de la zone des relégables.

Une rencontre piège

pour le leader, qui s'appuiera sur l'expérience de ses cadres pour battre une équipe visiteuse en quête d'un résultat positif.

Son poursuivant direct, le RC Kouba, qui n'a quasiment plus son destin entre les mains, recevra l'USM Koléa, une équipe en forme depuis la phase retour comme en témoignent ses derniers résultats. Dans le bas du tableau, la lutte pour le maintien s'intensifie à trois journées de l'épilogue de la saison. Le MC Saïda (12e, 33 pts) accueillera l'US Béchar Djedid (10e, 35 pts), une formation également menacée par la relégation, dans un match qui s'annonce décisif pour les deux

équipes. Même enjeu pour le SKAF Khemis Miliana (13e, 32 pts), en déplacement périlleux chez la JSM Tiaret qui n'a rien à espérer de ce challenge. Chez les mal-classés, le GC Mascara dispose d'une excellente opportunité face à la lanterne rouge, le SC Mecheria, pour décrocher trois points cruciaux. Pour sa part, l'ASMO, qui n'est pas encore sortie de l'auberge se rendra à Mostaganem où le WAM est intraitable chez lui. Mission difficile pour les Oranais qui n'ont pas encore assuré leur maintien d'autant plus qu'ils auront à effectuer un deuxième déplacement consécutif chez l'US Becahr Djedid.

## France: Passe phénoménale de Bouanani, première défaite du PSG

Après une période compliquée Badreddine Bouanani retrouve son meilleur niveau et enchaîne trois passes décisives en deux matchs, dont deux face au PSG. Bouanani a servi un caviar Morgan Sanson qui a trompé le keeper parisien (34'). Coup franc non loin du poteau de corner, Bouanani l'exécute et du pied gauche il trouve la tête de Ndayishimiye pour le 3-1 (70'). L'OGC Nice s'impose donc 3-1 et impose sa première défaite de la saison au Paris Saint-Germain cette saison en championnat.



### • Italie : Très bon match de Dorval contre Modena

Après les attaques racistes qu'il a subies, Mehdi Dorval qui a failli être transféré cet hiver en Serie A, a répondu à sa manière sur le terrain comme il l'a fait avec Bari en Italie. En recevant Modena, les coéquipiers de Dorval avaient la possibilité de l'éloigner leur adversaire à six points mais malheureusement le club du nord de l'Italie est revenue à leur hauteur. Pour sa part

le latéral droit algérien reconverti latéral gauche cette année a encore fait un très bon match.

### • Turquie : La très belle passe de Boutobba face à Besiktas

Même si son club Hatayspor est condamné à descendre, Nilal Boutobba aura une belle saison en Turquie et son match contre Bisktas l'a prouvé encore. Il mettra le feu coup sur coup en une minute dans la défense adverse lors de ce déplacement

à Istanbul sur son aile droite. Il a été à l'origine après un joli geste technique du but de son équipe (20'). Par la suite Besiktas et Ciro Immobile vont dérouler et marquer cinq buts mais Boutobba va encore s'illustrer par une belle frappe enroulée sur laquelle le gardien doit se déployer pour éviter de la voir finir dans sa lucarne (73e). Défaite 5-1 mais encore une fois Bilal Boutobba avec 7 buts et 4 passes en 25 matchs réalise à 26 ans sa saison la plus aboutie.





الشركة الجزائرية للكهرباء و الغاز - نقل الكهرباء و مسير المخطومة  
Société algérienne de l'électricité et du gaz - Transport électricité et opérateur système

## Avis de mise sous-tension

La société algérienne de l'électricité et du gaz - Transport électricité et opérateur système, Direction Régionale de Transport ORAN informe le public de la mise sous tension de la ligne électrique suivante :

**-Coupure à Lahmer de la ligne 60 kV PSD – PVN.**

A partir de la publication du présent avis, La société algérienne de l'électricité et du gaz - Transport électricité et opérateur système - Direction Régionale de Transport ORAN décline toutes responsabilités en cas d'accident.

**Il est formellement interdit d'escalader les supports ou de toucher au fils même tombés à terre.**

ANEP N° 2531006618 Le Quotidien d'Oran 27/04/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TIARET  
DAIRA DE SOUGUEUR  
COMMUNE DE SOUGUEUR  
N° FISCALE DE LA COMMUNE : 0900 1416 90051 51

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, Portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et la loi n° 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Après analyse et évaluation des offres techniques et financiers, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimale N°07/2025 Concernant l'opération suivante:

**- Aménagement et revêtement d'un terrain de proximité en gazon synthétique Cite wilaya.**

N°	L'intitulé de l'opération	L'entreprise	N° fiscale de l'entreprise	Note Techn-ique	Montant En T.T.C DA	Délai	Observation
01	Aménagement et revêtement d'un terrain de proximité en gazon synthétique Cite wilaya	EURL TCR	002314042402906	67 Pts	20.018.180.00 DA	02 MOIS	

Les entreprises non retenues peuvent introduire les recours dans les 10 jours à compter de la publication du présent avis d'attribution provisoire auprès de la commission des marchés de la commune de Sougueur (article 82 du décret sur visé).

Pour les autres soumissionnaires, le service contractant est tenu d'inviter, dans le même avis, ceux d'entre eux qui sont intéressés, de se rapprocher de ses services, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Fait à SOUGUEUR, le .....  
PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531006626 Le Quotidien d'Oran 27/04/2025

## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية وهران  
مديرية الإدارة المحلية  
مصلحة الموارد البشرية

## إعلان عن الترشح

تعلن ولاية وهران - مديرية الإدارة المحلية - عن فتح الترشح لشغل منصب مدير مؤسسة فندقية - القرية المتوسطة ببلقايد وهران، للمواطنين المستوفين للشروط المذكورة في الجدول أدناه:

شروط التوظيف	
شروط عامة	- جنسية جزائرية. - التمتع بالحقوق السياسية والمدنية. - السن ما بين 40 سنة إلى غاية 59 سنة كحد أقصى عند تاريخ المقابلة. - القدرة على تسير فريق العمل. - القدرة على تسير الأزمات. - التحلي بروح المسؤولية والمبادرة. - القدرة على تطوير العلاقة مع المحيط. - القدرة على التواصل.
شروط خاصة	- شهادة الدراسة الوطنية للفندقة. - شهادة ليسانس وما فوق بنظام كلاسيسيكي، أو ماستر وما فوق بنظام (L.M.D)، تخصص السياحة. - خبرة مهنية مكنته 10 سنوات على الأقل، كمدير في هيئة سياحية عمومية أو خاصة.

### ملف الترشيح:

على كل شخص تتوفر فيه الشروط العامة والخاصة المذكورة أعلاه، أن يتقدم بملف الترشيح الذي يشمل على الوثائق الإدارية التالية:

- طلب خطي يوجه إلى السيد والي ولاية وهران - مديرية الإدارة المحلية.
- بيان السيرة الذاتية باللغة العربية.
- نسخة عن المؤهل الدراسي المطلوب.
- نسخة عن بطاقة التعريف الوطنية.
- صورتان شمسياتان.
- شهادتان طبيتان (عامة + الصدر).
- شهادة عمل تثبت الخبرة المهنية.

### إيداع الملفات:

تودع ملفات الترشيح في أجل أقصاه 10 أيام لدى ولاية وهران - مديرية الإدارة المحلية - مصلحة الموارد البشرية ابتداء من تاريخ أول نشر هذا الإعلان في الجرائد الوطنية باللغة العربية واللغة الفرنسية.

### ملاحظة:

- يخضع المترشحون الذين تتوفر فيهم الشروط العامة للمشاركة إلى مقابلة أمام لجنة الانتقاء لهذا الغرض.
- يتم انتقاء المدير من طرف نفس اللجنة بناء على دراسة الملفات ونتائج المقابلة.
- يتقصى كل مترشح تغيب عن المقابلة أمام لجنة الانتقاء.

الوالي

ANEP N° 2531006616 Le Quotidien d'Oran 27/04/2025

## République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Tiaret  
Daïra de Mechraa-Sfa  
Commune de Djilali Ben Amar  
N : 813 / 2025

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE  
CAPACITES MINIMALES N : 04  
N° de carte fiscale : 098414245118917

Le Président de l'assemblée Populaire Communal de Djilali Ben Amar lance Un Avis D'appel D'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour réalisation les projets suivant :

Etude, Suivi et Réalisation d'une route Reliant cw11 au douar Hessasna et le Marabout de Sidi Djilali Ben Amar - Réalisation -

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des Charge auprès du bureau de marché contre le paiement d'un montant de : 3.000.00 DA frais de reproduction.

**A - Le dossier de candidature :** - une déclaration de candidature dument renseignée datée et signée - une déclaration de probité dument renseignée datée et signée - les statuts pour les sociétés - tout les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise - tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous-traitants:

**1- Capacités professionnelles:** Certificat de qualification et classification professionnel activité principale travaux public catégorie 04 et plus

**2- Capacités financières:** - Copie des bilans financiers des trois dernières années visées par les services des impôts - Copie des références bancaires.

**3- Capacités techniques:**

- la Liste nominative des moyens humains avec des copies de pièces justificatives (attestation CNAS)  
- la Liste des moyens matériels avec photocopie des cartes d'immatriculation (carte grise+ assurance) pour le matériel roulant et par tout document juridique (PV d'huissier ou notaire) de 12 mois pour les moyens non roulant - Référence professionnelle justifiées par des attestation de bonne exécutions - Attestation de Dépôt légal des comptes sociaux (SARL-EURL).

**B - L'offre technique :** - une déclaration a souscrire dument renseignée datée et signée par le Soumissionnaire - tout document permettant d'évaluer l'offre Technique - le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » - Planning de réalisation - mémoire technique justificatif.

**C - L'offre financière comprendra :** - une Lettre de soumission dument renseignée datée et signée - le bordereau des prix unitaires signée et paraphée par le soumissionner - le devis quantitatif et estimatif signée et paraphée par le soumissionnaire.

Toute copie non valide ne prendra pas en considération.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et Cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Avis D'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 04 l'objet de l'appel d'offres » et envoyées à Monsieur le président de l'APC de Djilali Ben Amer.

le dernier jour de dépôt des offres est fixe a **Quinze (15) Jour** à partir de la première parution du présent avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le **BOMOP** a 12:00 h au siège de l'APC de Djilali Ben Amar (bureau de marché).

L'ouverture, en séance publique, des plis des dossiers de candidatures, des offres technique et financière, intervient, pendant la même séance à 14:00 h à participer tout des candidats ou soumissionnaires concernés.  
Le délai de préparation des offres est fixe à partir de la première parution du présent avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux à date de L'ouverture des plis technique et financière si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.  
La durée de validité des offres et correspondant a la durée de préparation des offres plus de trois mois

N.B : les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.

Fait à Djilali Ben Amar Le :21/04/2025 .

Le Président de l'APC

ANEP N° 2531006630 Le Quotidien d'Oran 27/04/2025



## APARTEMENTS

■Vends F3, cité 200 logts, Cherif Yahia, acté 1<sup>er</sup> étage, Es Sénia : cuisine équipée, chauffage central, radiateur dans chaque pièce. Fenêtres 'mischler' insonorisées électriques – Tél : 0558.07.27.30

■Location appart F8, 1<sup>er</sup>, Ave Loubet + F7, 1<sup>er</sup> bd Charlemagne + F4, USTO Co-sider, 5<sup>e</sup>, avec ascenseur + F3, 120 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> résidence square + F3 csdb, meublé, rue Khemisti, Oran + F6 Bd La Soummam, 3<sup>e</sup> avec ascenseur – Cabinet imm Victoria : 0552.58.43.72 / 040.49.81.20

■Loue à Seddikia chambre rdc, 12.000 DA, à jeune personne sérieuse - Tél : 0659.06.03.42

■Vends F3, cité 200 logts, Cherif Yahia, acté 1<sup>er</sup> étage, Es Sénia : cuisine équipée, chauffage central, radiateur dans chaque pièce. Fenêtres 'mischler' insonorisées électriques – Tél : 0558.07.27.30

■Vends F3, cité 200 logts, Cherif Yahia, acté 1<sup>er</sup> étage, Es Sénia : cuisine équipée, chauffage central, radiateur dans chaque pièce. Fenêtres 'mischler' insonorisées électriques – Tél : 0558.07.27.30

## TERRAINS

■Beni Saf : Vds terrain clôturé 250 m<sup>2</sup>, puits, 3 façades,, vue sur mer, centre-ville, 2 entrées, eau, gaz, élec + livret foncier – Tél : 0773.60.02.14- 0771.43.10.82

## DIVERS

■Professeur de danse classique donne cours à domicile pour les enfants. Veuillez contacter le 0775.80.83.14

## fDon de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



## A VENDRE

## ■ Clinique dentaire équipée

(02 salles clinique + équipements en double + instrumentation + matériaux dentaires) dans habitation (1<sup>er</sup> étage) avec livret foncier.

● Pour utilisation immédiate. Convientrait à un cabinet de groupe situé en plein centre-ville d'Oran. Patientelle constante et assurée. Habitation sécurisée.

- Prix après visite  
- Tél : 0555.30.07.65  
- Curieux s'abstenir

## AVIS DE DÉCÈS

Nous avons la profonde douleur de faire part du décès de

**Monsieur NABI HOCINE,**

ancien Inspecteur principal des Impôts d'Oran.

Notre très cher père et grand-père enlevé à notre affection, le 24 avril 2025, à l'âge de 85 ans.

Nous garderons de lui le souvenir et l'image d'un papa digne d'un héros : un cœur d'enfant dans un corps d'adulte, un pilier pour ses enfants.

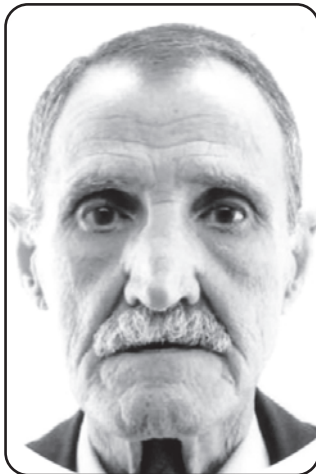
Tu étais un grand homme, papa et nous sommes fiers de t'avoir eu pour père.

Que Dieu t'accueille dans Son Vaste Paradis.

Ton épouse Messerdi Karima,

tes enfants Hichem, Djilali et Nadia

et ta petite-fille Sofia qui ne t'oublierons jamais.



**EGTT**  
EPE - SPA au Capital Social de 308 000 000 DA

**Avis d'infirmité**

DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°03/2024

En application des dispositions de la procédure interne, portant réglementation des marchés publics l'Entreprise de Gestion Touristique de Tlemcen « E.G.T.T » informe les entreprises qui ont participé à l'avis d'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°03/2024

, du projet sous- cité :

**TRAVAUX DE REHABILITATION, MODERNISATION ET REAMENAGEMENT DE LA STATION THERMALE HAMMAM BOUHADJAR (AIN TEMOUCHENT)**

**LOT 02 : BAIN HAMDHA**

Que le : LOT 02 : BAIN HAMDHA est déclaré **infructueux**

Adresse : cite tagraret Bloc A1 (Imam) Tlemcen  
Tél : 213 (043) 41-95-81 / Fax : 213 (043) 41-95-45  
E-mail: [contact@egttda.com](mailto:contact@egttda.com)

ANEP N° 2531100353 Le Quotidien d'Oran 27/04/2025

**EGTT**  
EPE - SPA au Capital Social de 308 000 000 DA

Tlemcen le 15/04/2025

A  
Monsieur le Gérant de l'entreprise E.T.B ACHOURI TOUFIK

**MISE EN DEMEURE N°01**

✓ Vu le marché N°02/2024 du 08/08/2024.  
✓ Vu les ODS de commencement des travaux N° 05/2024 du 14/08/2024.  
✓ Vu les délais contractuels.  
✓ Vu vos engagements lors de la réunion de travail du 06/03/2025.

L'entreprise **E.T.B ACHOURI TOUFIK** titulaire du marché N° 02/2024 approuvé le 08 aout 2024 portant sur la réalisation des travaux de réhabilitation et modernisation de la station thermale HAMMAM REBBI wilaya de SAIDA est MISE EN DEMEURE dans un délai de 08 jours à compter de la notification de la présente mise en demeure afin de prendre les mesures nécessaires quant 'au :

- Renforcement du chantier en moyens humains.
- Respect des engagements prise lors de la réunion du 06/03/2025.
- Respect strict des délais contractuels.

**Le Directeur Général**

Siège Social : RESIDENCE TAGRARET BLOC « A » IMAMA Tlemcen (Algérie)  
Tél : 213 (043) 21 78 14 / 213 (043) 21 78 13 - Fax: 213 (043) 21 78 15  
E-mail: [contact@egttda.com](mailto:contact@egttda.com)

ANEP N° 2531100354 Le Quotidien d'Oran 27/04/2025



NIF : 099913026248994

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°04/2025

La Direction Générale de l'EGTT lance le présent AVIS D'APPEL NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES et ce conformément au manuel de procédures de passation des marchés et achats de l'EGTT afin de procéder au choix des entreprises pour :

**Acquisition et installation et mise en service d'équipement médicaux et remise en forme pour les stations thermales : Hammam Boughrara, Hammam Bouhadjar, Hammam Bouhanifla et Hammam rabbi**

Le présent avis d'appel d'offres national est destiné aux importateurs ainsi qu'aux distributeurs installés en Algérie, sont priées de se rapprocher du siège DE L'EGT TLEMCEM sis à : **CITE TAGRARRET BLOC A1 (IMAMA), TLEMCEM**, pour retirer le cahier des charges contre paiement de 10.000,00 da.

Les offres établies conformément aux instructions contenues dans le cahier des charges constituées d'un dossier de candidature, d'une offre technique et d'une offre financière, doivent être obligatoirement accompagnées des pièces citées dans le cahier des charges seront déposés sous enveloppe fermée au siège DE L'EGT TLEMCEM sis à l'adresse : **CITE TAGRARRET BLOC A1 (IMAMA), TLEMCEM**:

**Le dossier de Candidature :** Déclaration de candidature. Déclaration de probité. Statut pour les sociétés. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise. Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires, Capacités professionnelles : agrément ministériel (pour les algériens) ou équivalent (pour les étrangers) visé par les services consulat après obtention du marché.

b/Capacités financières : Moyens financiers, moyens techniques

**Le Dossier Technique :** Déclaration à souscrire. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ». Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : une attestation de visite de site.

**L'offre Financière :** La lettre de soumission. Le Bordereau des Prix Unitaires. Le Détail estimatif et Quantitatif.

- **Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière** sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature », « Offre technique » et « Offre financière ».

- Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :  
« Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°...../2025 »

**Acquisition et installation et mise en service d'équipement médicaux et remise en forme pour les stations thermales : Hammam Boughrara, Hammam Bouhadjar, Hammam Bouhanifla et Hammam rabbi -**

**à n'ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres**

**A l'adresse suivante :**

**Monsieur le président directeur de l'EGT Tlemcen  
CITE TAGRARRET BLOC A1 (IMAMA), TLEMCEM**

Le dépôt des offres est fixé au 21<sup>ème</sup> jour à 12h00 heure limite, à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale (quotidiens) si cette journée correspond à un weekend ou jour férié la séance est reportée au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis se fera en séance publique le jour même à 14 h 00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de trois (03) Mois augmentée de la durée de préparation des offres.

ANEP N° 2531100355 Le Quotidien d'Oran 27/04/2025



NIF : 099913026248994

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°04/2025

La Direction Générale de l'EGTT lance le présent AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES et ce conformément au manuel de procédures de passation des marchés et achats de l'EGTT afin de procéder au choix des entreprises pour :

**Acquisition et mise en service d'équipement de service de la station thermale de HAMMAM RABBI.**

Le présent avis d'appel d'offres national est destiné aux fabricants, vendeurs ou importateurs spécialisés sont priées de se rapprocher du siège DE L'EGT TLEMCEM sis à : **CITE TAGRARRET BLOC A1 (IMAMA), TLEMCEM**, pour retirer le cahier des charges contre paiement de 10.000,00 da.

Les offres établies conformément aux instructions contenues dans le cahier des charges constituées d'un dossier de candidature, d'une offre technique et d'une offre financière, doivent être obligatoirement accompagnées des pièces citées dans le cahier des charges seront déposés sous enveloppe fermée au siège DE L'EGT TLEMCEM sis à l'adresse : **CITE TAGRARRET BLOC A1 (IMAMA), TLEMCEM**:

**Le dossier de Candidature :** Déclaration de candidature. Déclaration de probité. Statut pour les sociétés. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise. Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires, Capacités professionnelles.

**Le Dossier Technique :** Déclaration à souscrire. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ». Les documents permettant d'évaluer l'offre technique :

**L'offre Financière :** La lettre de soumission. Le Bordereau des Prix Unitaires. Le Détail estimatif et Quantitatif.

- **Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière** sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature », « Offre technique » et « Offre financière ».

- Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

« Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°...../2025 »

**Acquisition et mise en service d'équipement de service de la station thermale de HAMMAM RABBI.**

**A n'ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres**

**A l'adresse suivante :**

**Monsieur le président directeur de l'EGT Tlemcen  
CITE TAGRARRET BLOC A1 (IMAMA), TLEMCEM**

Le dépôt des offres est fixé au 21<sup>ème</sup> jour à 12h00 heure limite, à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale (quotidiens) si cette journée correspond à un weekend ou jour férié la séance est reportée au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis se fera en séance publique le jour même à 14 h 00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de trois (03) Mois augmentée de la durée de préparation des offres.

ANEP N° 2531100356 Le Quotidien d'Oran 27/04/2025



2

11.00 Tout le monde veut prendre sa place  
12.00 Journal 13h00  
12.20 13h15, le dimanche  
14.10 Affaires sensibles  
15.05 Un dimanche à la campagne  
17.05 Les enfants de la télé  
19.00 Journal 20h00  
19.30 20h30 le dimanche  
20.00 Journal Météo climat

### 20.10 Antoinette dans les Cévennes



**Comédie - France - 2020**  
**Avec Laure Calamy, Benjamin Lavernhe, Olivia Côte, Marc Fraize**  
*C'est la fin de l'année scolaire et Antoinette Lapouge, institutrice, vient de relâcher ses élèves après un concert donné par les élèves dans l'enceinte de l'école. La jeune femme est particulièrement impatiente, car elle a prévu de retrouver pendant les vacances Vladimir Loubier, son amant, qui est aussi le parent d'une de ses élèves, Alice. Seulement, Vladimir lui annonce au dernier moment qu'il part avec sa femme et leur fille dans les Cévennes.*

3

09.07 Manger, bouger, dormir  
09.50 Météo  
10.10 Dimanche en politique dans votre région  
10.40 Dimanche en politique  
11.30 Dans le rétro  
11.42 ICI 12/13  
11.55 Dans votre région  
12.35 Cyclisme : Liège-Bastogne-Liège  
15.40 Cyclisme : Liège-Bastogne-Liège féminin  
17.00 La p'tite librairie

### 17.05 Questions pour un champion



**Présenté par Samuel Etienne**  
*Un jeu réalisé par Olivier Baudoin et Karl Grosse Produit par Fremantle, avec la participation de France 3 Animé par Samuel Etienne Jeu emblématique construit autour de la culture générale, l'émission culte "Questions pour un champion" se déroule en trois manches.*  
18.04 Le pitch cinéma  
19.10 ICI 19/20 édition toutes régions  
19.00 Météo régionale  
20.05 Mystères au paradis

4

09.05 Bluey  
10.09 Idéfix et les Irréductibles  
10.50 Mission info  
10.55 Manger, bouger, dormir  
11.07 Jean-Michel, Super Caribou  
12.25 Un jour, une question  
12.30 Dreams  
13.45 Les as de la jungle à la rescousse  
14.50 Les 3 Mousquetaires

### 15.30 Fort Boyard



**Présenté par Olivier Minne**  
*La compétition sera rude pour les candidats qui, une fois de plus, sont déterminés à faire tomber les secrets du Fort. Ils jouent ensemble pour une association.*  
17.51 Organisation Super Insolite  
19.00 Okoo-koo  
19.31 Okoo-koo  
20.00 Les gros patinent bien  
21.30 Blizzard

5

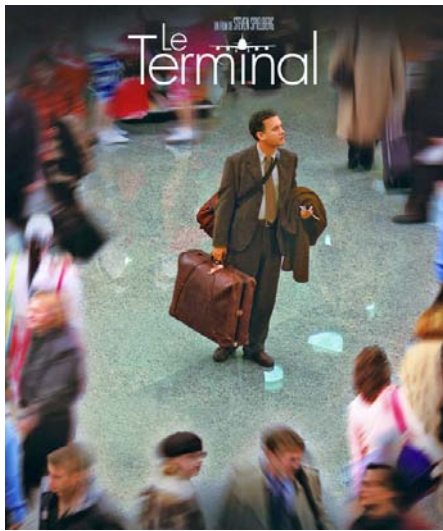
11.00 C Médiatique  
12.00 SOS animaux sauvages  
12.35 C l'hebdo  
13.35 Courgette  
15.08 Voyage express  
15.25 Les halles ont le ventre en poupe  
16.25 Apocalypse, le crépuscule d'Hitler  
17.30 En société  
19.00 C politique  
20.00 C'est bon à savoir  
20.05 Le procès de Paul Touvier  
22.05 A feu et à sang, des volontaires français sur le front de l'Est

arte

TMC

08.00 Twist  
08.35 Monténégro : La bergère et le vent du changement  
09.20 Cuisines des terroirs  
16.45 En chair et en nu : Une histoire de la sculpture  
17.40 Nina Simone, la rebelle : Les grands moments de la musique  
18.30 Karambolage  
18.45 Arte journal  
19.05 Glenn Close, l'art de la transformation  
20.00 L'échange  
22.20 Mia Farrow, en clair-obscur

08.05 Monacoscope  
08.10 Le bêtisier de l'été  
12.33 Petits plats en équilibre  
12.35 Ghost Whisperer  
17.55 Les mystères de l'amour  
20.10 Petits plats en équilibre  
20.15 Esprits criminels



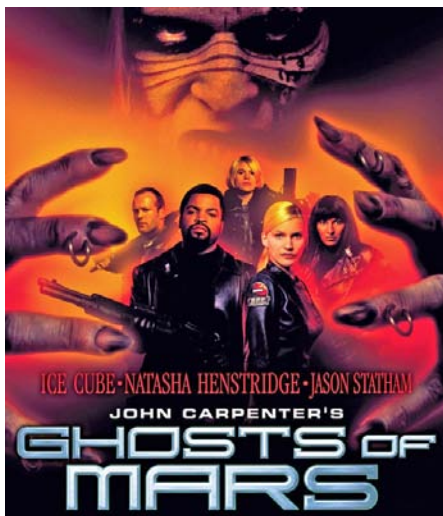
CINE + émotion 19.50

### LE TERMINAL

**Comédie dramatique - Etats-Unis - 2004**  
**Avec Tom Hanks, Catherine Zeta-Jones, Stanley Tucci, Chi McBride, Diego Luna**  
Viktor Navorski débarque à New York lorsqu'il apprend qu'un coup d'Etat a eu lieu dans sa Krakozie natale, une petite république des Balkans. La Maison-Blanche refusant de reconnaître le nouveau régime, Viktor perd son visa. Il se retrouve bloqué dans la zone de transit internationale de l'aéroport JFK. Tel un sans-abri, Viktor s'organise. Il se lie bientôt d'amitié avec Amelia Warren, une hôtesse de l'air.

ACTION 19.50

### GHOSTS OF MARS



**Film de science-fiction - Etats-Unis - 2001**  
**Avec Natasha Henstridge, Ice Cube, Jason Statham, Clea DuVall**  
En 2176 Mars est devenue une colonie terrestre, régie par une société matriarcale. A Shining Canyon, une cité minière, un mal mystérieux frappe la population. Le lieutenant Melanie Ballard revient de la planète rouge. Unique survivante d'une expédition chargée du transfert du criminel James Williams, dit Desolation, elle fait son rapport à ses supérieurs. Son récit la ramène aux premiers jours de la mission dirigée par Helena Braddock. Leur petit groupe, surpris par une violente tempête, a trouvé une ville désertée.

RTL9 19.55

### TAKERS



**Thriller - Etats-Unis - 2010**  
**Avec Matt Dillon, Paul Walker, Idris Elba, Jay Hernandez, Michael Ealy**  
Braqueurs talentueux, Gordon, Jesse, Jake et A.J. viennent de dévaliser une banque. L'agent Jack Welles, réputé pour ses méthodes expéditives, est chargé de l'enquête mais n'a aucune piste. Bientôt, Ghost, ancien complice de Gordon et sa bande, sort de prison. Il retrouve immédiatement ses anciens camarades et leur propose un nouveau coup. Attirés par l'appât du gain, ils acceptent, sans prendre les précautions habituelles.

## TÉLÉVISION

TF1

### 20.10 Shazam !



**Film fantastique - Etats-Unis - Canada - 2019**

**Avec Zachary Levi, Mark Strong, Asher Angel, Jack Dylan Grazer**  
*Pendant l'hiver de 1974, dans l'Etat de New York, Thaddeus Sivana, un jeune homme peu sûr de lui, entre en contact avec un magicien et sept gargouilles représentant les péchés capitaux. De nos jours, à Philadelphie, Billy Batson, abandonné par sa mère quand il était enfant, ne parvient pas à rester dans une famille d'accueil, obsédé par l'idée de retrouver sa mère.*

6

### 20.10 Capital



**Présenté par Julien Courbet**

*La nouvelle stratégie de réinvention de Castorama s'oriente vers l'aménagement extérieur et le marché fructueux des terrasses et jardins. Pour faire face à Leroy Merlin, le géant dans le domaine, Castorama vise sur les nouveautés et sur des prix agguicheurs. Le jardinage a le vent en poupe chez les Français, pour le plus grand bonheur des acteurs du marché. Le produit star des jardins : un robot-tondeuse qui s'occupe tout seul des pelouses et qui est proposé par une dizaine de fabricants en concurrence.*

CANAL+

### 20.05 Rugby : Top 14



**- Racing 92 / Stade Français Paris**

*C'est le derby francilien qui clôture cette 22e journée du Top 14, entre le Racing 92 et le Stade Français. A la lutte pour le maintien, les deux équipes ont besoin de prendre un maximum de points afin de s'éloigner de Perpignan, le baragiste. Les Racingmen peuvent compter sur leur demi de mêlée Nolann Le Garrec, décisif lors de la qualification pour les demi-finales de Challenge Cup, pour remporter une précieuse victoire.*

PLANETE +

08.13 American Pickers, la brocante made in USA  
11.16 La Frontière : à la conquête de l'Ouest  
12.51 Les six femmes d'Henri VIII  
14.55 Ingénieurs de l'Antiquité  
16.46 Au-delà de la mort : les secrets des rites funéraires  
18.24 American Pickers, la brocante made in USA  
19.55 Ingénieurs de l'Antiquité  
21.52 Rainier III par lui-même  
22.53 Elle s'appelait Grace Kelly

TFX

09.00 TFX infos  
09.05 Détoxa maison, 7 jours pour tout ranger  
12.15 Friends



18.59 Petits plats en équilibre  
19.05 Friends  
20.05 Petits plats en équilibre  
20.10 RTT

W9

08.10 Génération Hit machine  
09.10 HDM : L'hebdo de la musique



11.20 100% poker  
11.50 Scorpion  
16.00 La petite histoire de France  
20.10 Lucky  
21.40 La petite histoire de France



**FLÉCHÉS N° 9255**

FOUILLIS N° 9255

**SUDOKU N° 2255**

**CODÉS N° 9255**

	↕							
	IL VEND LA POUDRE DE PERLIM- PINPIN		←	POSSESSIF ----- AVANCE EN LIQUIDE	→			
		↑						↑
		←	CHAMPION ----- POINTS OPPOSÉS ----- NOTE				←	NÉGATION ----- FAUVE ----- RACONTE DES BOBARDS
		↓		←	S'AMUSE ----- MESURE CHINOISE ----- BROME	→		↑
			↑				↕	TANT D'ANNEES ----- COUTS
			←	LOUPE ----- K.-O. ----- GIFLE	→			
		←	TAULE ----- PRONOM ----- PREAVIS DE RENOI	→				
	↑		↓					
	IVRE ----- CHEMIN		←	SEBKHA SOUDANAISE ----- FRUIT	↕	↑	→	
	↓							
							←	TIRÉES ----- TROUS ----- CONJON- TION
							↕	
						←		↕
↑						QUAND LE CHAT N'EST PAS LA, ELLES DANSENT !		
EN UN MOT, MARI ET FEMME ----- INFINITIF				←	VIEILLE ----- RÉFUTER ----- D'ACCORD !			
↓				↕				
		←	SAISON ----- ERUCTION ----- VRAI	→	↓		↕	EUT LE CULOT ----- RETIRA ----- TANTE
			↕				↑	↕
				↕	MOUE- MENTS AUX ARTS MARTIAUX EN DEMONS- TRATION	→		

	4					5		
	7	8	5	3		2	1	6
				1		4	8	9
	2		8	7		9	3	
							6	4
	3			9	1			
								7
4					9	6		1
		5	1		8		9	

**SUDOKU N° 2255**

1 A	2 C	3 G	4 E	5 R	6 S
7 I	8 N	9 T	10 P	11 L	12 F
13 U	14 H	15 M	16 V	17 O	18 D

**FOUILLIS N° 92045 :  
CHASSEUR (Chat - Soeur)**



# 10 ERRORS





## France : l'ex-Premier ministre François Fillon au cœur d'un troisième procès



Huit ans après avoir échoué dès le premier tour de la présidentielle lésé par l'affaire des emplois fictifs de son épouse Penelope, l'ex-Premier ministre français François Fillon est de retour mardi devant la justice pour que les juges statuent sur la peine qui doit lui être infligée. L'ancien Premier ministre de 71 ans est attendu à la cour d'appel de Paris pour cette brève audience à l'issue de laquelle la décision devrait être mise en délibéré à une date ultérieure.

En appel, le 9 mai 2022, l'ancien Premier ministre, désormais retiré de la vie politique, a été condamné à quatre ans d'emprisonnement, dont un an ferme, 375.000 euros d'amende et 10 ans d'inéligibilité pour détournement de fonds publics, complicité d'abus de biens sociaux, recels. Son épouse, Penelope Fillon, avait quant à elle été condamnée à deux ans de prison avec sursis, ainsi que 375.000 euros d'amende, et son ex-suppléant, Marc Joulaud, à trois ans de prison avec sursis, avec des inéligibilités respectives de deux et cinq ans.

## Nouvelles évacuations de camps de migrants en Tunisie



Les autorités tunisiennes ont de nouveau démantelé jeudi des camps de fortune de migrants originaires d'Afrique subsaharienne, installés dans des oliveraies du centre-est du pays, sur fond d'accélération des retours volontaires de personnes migrantes dans leurs pays. Quelque 2.500 personnes en situation irrégulière ont dû quitter les lieux à Henchir Al Karkni dans la localité d'El Amra, a affirmé Houcem Eddine Jebabli, porte-parole de la Garde nationale.

Quelque 800 autres ont été évacuées du camp Ouled Hmed près de Jebeniana, a-t-il ajouté. «C'est la stratégie de l'Etat que la Tunisie ne soit pas une terre d'installation ou de transit pour les migrants illégaux. La Tunisie se coordonne avec les pays de départ, d'accueil ainsi que les ONG internationales pour assurer le rapatriement volontaire», a-t-il dit à la presse.

Une vingtaine de milliers de migrants, selon les autorités, arrivés par vagues depuis 2023 dans les environs des localités d'El Amra et Jebeniana, avaient érigé des tentes dans des oliveraies après avoir été délogés pour beaucoup de la grande ville proche de Sfax.

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

## Le Burkina Faso octroie un nouveau permis d'exploitation d'or à une société russe



Le régime militaire au pouvoir au Burkina Faso a octroyé un nouveau permis d'exploitation d'une mine d'or à la société russe Nordgold. La production aurifère du Burkina - pays qui se rapproche de la Russie également diplomatiquement et militairement - contribue pour quelque 14% aux recettes de l'Etat, selon les

chiffres officiels. Le permis couvre une superficie de 52,8 km<sup>2</sup>, pour une production totale attendue estimée à plus de 20,2 tonnes d'or en huit ans. La contribution directe au budget de l'Etat est estimée à 51 milliards de francs CFA (77,8 millions d'euros), 7 milliards (11,9 millions d'euros) devant par ailleurs aller au

Fonds minier de développement, affirme-t-elle.

Au Burkina Faso, l'or est devenue en une douzaine d'années le premier produit d'exportation devant le coton, avec environ avec 70 tonnes par an et 17 mines industrielles. Les autorités ont lancé fin 2023 la construction de la première raffinerie d'or du pays.

## Pakistan: neuf terroristes tués lors d'une opération de police

Neuf terroristes ont été tués au cours d'une opération de police dans la province pakistanaise du Baloutchistan (sud-ouest), a annoncé vendredi le Département de lutte contre le terrorisme (CTD).

L'opération a été menée dans la zone de Khanoi Baba à la suite d'informations faisant état de la présence de terroristes, selon le CTD. Un échange de tirs a éclaté au cours du raid, entraînant la mort des terroristes. Les forces de sécurité ont découvert une cache d'armes et d'explosifs, dont des armes à feu automatiques, des grenades et des munitions. «Les personnes tuées étaient liées à plusieurs actes de terrorisme et étaient surveillées par les forces de l'ordre», a déclaré Shahid Rind, porte-parole du gouvernement provincial.

Il a indiqué que la sécurité



avait été renforcée dans la zone et que l'enquête se poursuivait. Le ministre en chef du Baloutchistan, Sarfraz Bugti, a félicité le CTD et les forces de l'ordre pour le succès de l'opé-

ration. «Les forces de sécurité jouent un rôle essentiel dans la défense du Baloutchistan», a-t-il dit dans un communiqué. «Ceux qui tentent de perturber la paix n'y parviendront pas».

## Iran : une explosion dans un grand port fait au moins 4 morts et 500 blessés



Une «puissante explosion» dans le plus grand port de commerce iranien a fait au moins quatre morts samedi et 500 blessés, ont rapporté les médias d'Etat. Situé à plus d'un millier de kilomètres au sud de Téhéran, le port de Shahid Rajaï, où passent 85% des marchandises de l'Iran, est proche de la grande ville côtière de Bandar Abbas, sur le détroit d'Ormuz par où transite un cinquième de la production mondiale de pétrole.

L'explosion, entendue à des dizaines de kilomètres à la ronde, s'est produite peu après midi, heure de Téhéran (08h30 GMT), selon des images de vidéosurveillance obtenue par l'agence iranienne Mehr. Le nombre d'employés présents au port au moment de l'explosion n'est pas connu dans l'immédiat. Des explosions de cette magnitude sont rares en Iran mais le pays a connu ces derniers mois des sinistres meurtriers.

## Brésil : l'ex-président Collor de Mello en prison pour corruption

Condamné en 2023 à près de neuf ans de réclusion pour corruption, l'ex-président brésilien Fernando Collor de Mello, le premier élu au suffrage universel direct après la dictature militaire, a été incarcéré vendredi. Au pouvoir de 1990 à 1992, M. Collor de Mello, 75 ans, a été arrêté dans la matinée à Maceio (nord-est). Le juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes a rejeté un ultime recours de la défense «et a ordonné l'arrestation immédiate de l'ex-président de la République et ex-sénateur Fernando Collor de Mello», a expliqué jeudi soir la plus haute juridiction du Brésil dans un communiqué. Il bénéficiera d'une «cellule individuelle», en raison de «sa condition d'ex-président».

Le juge Moraes a par ailleurs demandé au bureau du procureur général de la République de se prononcer sur une requête de la défense réclamant que l'ancien chef de l'Etat soit assigné à résidence pour raisons de santé. Selon ses avocats, ce dernier souffre notamment de la maladie de Parkinson.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

## BÉCHAR, LE SUD, VISION ET PROSPECTIVE

Pendant des décennies, en nombre, on avait gardé les regards et les esprits braqués sur le Nord. Celui-ci représentait presque une similitude avec le rêve américain.

Puis peu à peu, au fil du temps et des contraintes, de l'érection forcenée des frontières de l'autre côté de la mer, et de la lente descente aux enfers des cultures dominantes, la société algérienne dans son ensemble s'est rendu compte que les apparats du bonheur occidental n'étaient que vernis trompeur.

Un regard juste sur les mirages s'impose lentement pour que les perceptions changent pour un démenti sur un futur qui n'est pas là où on le pense.

Ainsi, l'expédition à Béchar et sa région, décidée par le chef de l'Etat ces derniers

jours est à considérer comme l'entame d'une réelle révolution. Il y a dans ce voyage de la vision et une prospective que n'ont pas eues tous ses prédécesseurs. Le déplacement vaut confirmation d'une prise de conscience. Les grands projets décidés viendront s'ajouter aux salvatrices infrastructures déjà récemment en activité avec l'exergue des parcs du chemin de fer, rois du désenclavement de larges régions destinées à être investies comme poumons du pays.

Anecdote oblige, les médecins, les spécialistes et les détenteurs de savoir-faire, chacun dans son domaine, n'auront pas besoin d'être suppliés pour s'y installer et

iront couper court avec un état d'esprit qui a prévalu jusqu'ici. La relance du minier de Gara Djebilet n'a pas une restreinte dimension économique. Elle représente le creuset d'une nouvelle option pour un réel développement tel qu'il doit être.

Demain, il est fort à parier qu'une nouvelle idylle naîtra et dissipera la fausse perception sur le désert pour que l'exode humain et sa charge de compétences sera dérouter et changera d'itinéraire comme l'a été la lointaine Californie.

L'avenir est dans l'immense Sud, hier dédaigné, connu seulement que par ses nappes de pétrole et ses hameçons, offrande pour des séjours exotiques. Une espèce de tirelire seulement sur un étal de dame Sonatrach où l'on pouvait puiser à bon compte.